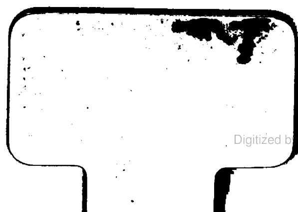


CAVOUR

CONFÉRENCE

PAR

ERNEST FONTANÈS

---

31 janvier 1875

PARIS
SANDOZ ET FISCHBACHER, ÉDITEURS
33, RUE DE SEINE ET RUE DES SAINTS-PÈRES, 33

—

1875

CAVOUR

homme d'Etat et la manière dont il les avait appliqués aux différents problèmes de la politique. Fallait-il se borner à rappeler que M. de Cavour était un causeur charmant et un agronome distingué? Je n'admets pas que, pour échapper à des enseignements importuns, on éteigne ainsi l'histoire et ses clartés. Du reste, vous apprécierez vous-même si je suis resté dans les limites de l'étude autorisée. *Acceptez, ie vous prie, cette conférence comme un témoignage de mes sentiments affectueux pour vous et de ma sympathie pour votre œuvre, dont le succès va grandissant et dont l'utilité est plus opportune que jamais.*

Ernest Fontanès.

Havre, 20 février 1875.

CAVOUR

Mesdames et Messieurs,

« *Qu'est-ce qu'une grande vie ?* » s'est demandé quelque part un des poëtes de ce temps, M. Alfred de Vigny ; et il a répondu : « *Une pensée de la jeunesse réalisée par l'âge mûr.* » La vie de M. de Cavour n'est pas au-dessous de ce noble idéal. Dans sa jeunesse, il a conçu le dessein, il a nourri l'espérance de faire sa patrie une et libre ; et il lui a été donné, au milieu de sa maturité, d'affranchir l'Italie du joug de l'étranger et du particularisme étroit des princes. Messieurs, je ne sais rien de plus grand et de plus digne d'envie pour le cœur d'un patriote et d'un homme libre.

Passer quelques moments dans la compagnie de ce grand citoyen, étudier les moyens dont il s'est servi pour réaliser ces vastes pensées, savoir pourquoi il a réussi là où tant d'autres ont

été brisés contre les écueils, j'estime que ce n'est pas inutile à des citoyens qui ont le souci de la grandeur et de la liberté de leur patrie.

La contemplation d'une telle vie nous rassurera contre ces défaillances de notre génération, prête à accepter la condamnation portée contre elle par les défenseurs attitrés des institutions du passé, et à confesser que l'argile humaine est refroidie et que notre temps ne voit plus apparaître sur la scène du monde que des médiocrités impuissantes. Messieurs, rappelons-nous que la mesure d'un homme ne se prend pas seulement d'après sa taille, et qu'on l'apprécie en le comparant à ceux qui l'entourent. Or, la grandeur des héros d'un autre âge est faite de l'aplatissement et de l'abrutissement du grand nombre qui était alors à genoux ; depuis 89, nous nous sommes levés, le niveau commun n'est plus aussi bas, et ceux qui nous conduisent et nous précèdent, paraissent moins grands parce qu'ils sont au milieu de leurs égaux.

Mais regardez autour de vous, nommez-moi une réforme, une entreprise, un progrès, une administration politique, qui ne portent pas l'empreinte et le nom d'une de ces individualités puissantes qui ont le secret d'ouvrir une voie, d'entraîner un peuple, de fonder un ordre nou-

veau ? Soyons tranquilles, Messieurs, et ne nous abandonnons pas à cette humeur chagrine qui nous rend injustes et aveugles pour nos contemporains et qui, sous prétexte de fidélité au passé, entretient parmi nous l'envie des supériorités, ce venin corrupteur des démocraties.

Prenons garde de nous laisser envahir par ces théories fatalistes qui expliquent la marche et le progrès des sociétés par un développement inconscient, comme l'évolution du règne végétal, et qui suppriment l'effort, la méditation, le dévouement des volontés à un idéal que l'homme de génie a entrevu dans ses contemplations solitaires, dans ses travaux de pionnier, avant le gros de la caravane. L'aube, qui doit verser tous ses rayons de lumière dans la plaine et la vallée, frappe d'abord quelque pic fier et sourcilleux. Les grands hommes, Messieurs, sont ces sommets que la vérité illumine, pendant que le grand nombre dort encore enseveli dans l'ombre de ses préjugés, de ses faiblesses et de ses passions.

Il est donc utile de ne pas méconnaître autour de nous ces pionniers, ces initiateurs, ces maîtres qui saluent la vérité, le bien avant nous, et de prêter l'oreille à leurs cris de joie et de triomphe quand ils nous apportent une décou-

verte, nous proposent une conquête ! Quand on n'a pas renoncé à rectifier ses idées, à fortifier sa volonté, à nourrir son enthousiasme, il est précieux d'entrer en commerce avec ceux qui ont représenté le caractère humain dans son amplitude et sa splendeur !

J'ajoute, Messieurs, que la vie de M. de Cavour a un intérêt particulier pour nous, qui sommes de race latine. Quand on nous propose l'exemple, le caractère et les entreprises d'un homme de race germanique, d'un ministre de la libre Angleterre ou d'un fondateur de la république américaine, il se rencontre des esprits superficiels pour nous crier : « Quittez ce long espoir et ces vastes pensées, vous n'appartenez pas à ces races privilégiées qui savent être libres ; votre peuple a un autre génie et d'autres traditions ; il a été noué et asservi dans son berceau, et il est vain de rêver pour lui le destin des pays libres ! » Eh quoi ! les hommes et les peuples seraient comme les plantes, qui subissent, sans pouvoir y échapper, les conditions du climat et du sol où elles ont grandi ? Les peuples seraient-ils condamnés à rester couchés dans l'ornière de leurs pères ? Ils auraient perdu la force de se lever à l'appel d'un grand homme pour respirer un autre air que celui de leur milieu,

s'enthousiasmer d'autres exemples que ceux de leur histoire et s'engager dans des voies nouvelles ? Non, Messieurs, nous pourrons chercher dans le monde végétal des figures, des métaphores pour peindre la marche, le développement des sociétés humaines, mais jamais nous n'admettrons que l'histoire ne soit pas autre chose qu'une flore ou une faune; nous penserons que c'est décourager l'homme que de lui refuser le pouvoir de profiter de ses expériences, de ses rapports avec d'autres civilisations et d'autres peuples, pour faire de ses larmes et de son sang un sol renouvelé et pour déplier sur sa tête un ciel plus lumineux.

Le passé d'un peuple, ses erreurs, ses traditions, ses gloires ne sont pas la pierre du sépulcre qui pèse sur lui et l'empêche de s'éveiller à une vie supérieure. Ce sont souvent des bandelettes qui l'enveloppent et gênent la liberté de ses mouvements; mais une grande voix peut parvenir jusqu'à ces morts glorieux qui sentent déjà la corruption, et soudain ils se remettent sur pied, secouent leurs chaînes et les brisent pour reprendre possession d'eux-mêmes, et revendiquer leur place dans le concert des nations libres !

En tout cas, M. de Cavour et les Italiens ap-

partiennent à cette race latine qu'on prétend parfois condamnée à errer comme une maudite autour des terres fermes de la liberté, sans pouvoir jamais s'y établir et toujours reprise par le courant fatidique des révolutions.

Enfin j'écarte une objection des sceptiques, de ceux qui sont prêts à abdiquer entre les mains des grands hommes, sans vouloir se hausser à leur hauteur et se laisser pénétrer par leur esprit. « A quoi bon nous arrêter devant ces grands exemples dont le secret a été emporté dans la tombe? » Messieurs, cela est vrai du despote; il peut être grand, fort, éblouir le monde de l'éclat de sa gloire, mais il ressemble à ces arbres exotiques qui répandent autour d'eux une ombre mortelle; aucune supériorité ne peut se développer et grandir à ses côtés, aucune volonté ne peut s'exercer et se tremper dans son entourage, il n'accepte et ne prépare que des instruments; et quand la mort a frappé la main qui les mettait en œuvre, ils gisent à terre inertes et impuissants. Toute autre a été l'ambition de M. de Cavour. Il a été un merveilleux excitateur des esprits; il a fait école; il a formé des successeurs; il a proclamé et pratiqué des principes dont l'efficacité a été reconnue par ses élèves et ses amis; et il a eu cette gloire que son œuvre

après lui a été continuée, achevée par ceux qui ne prétendent pas l'égaler, mais qui se font un honneur de l'avoir compris, et d'avoir appris de lui les conditions des établissements durables et de la prospérité des nations modernes.

I.

L'HOMME. — ENFANCE ET JEUNESSE DE M. DE CAVOUR.

Si les métaux les plus flexibles et les plus résistants sont ceux dans la composition desquels il entre des substances de nature différente, on peut dire que les exemplaires du type humain les plus complets, les plus puissants sont bien ceux qui dans leur coulée ont fondu des traditions, des influences diverses. Camille de Cavour, né à Turin en 1810, a dans les veines du sang teuton. Un de ses ancêtres, originaire de Saxe, vint en Italie dans les armées de l'empereur Frédéric Barberousse et s'y fixa. Sa mère était de Genève, protestante, et quoique après son ma-

riage elle se fût rattachée à l'Eglise catholique pour faciliter ses relations au milieu de la noblesse piémontaise, il est permis de penser qu'à son foyer et dans l'éducation de ses enfants elle conserva quelque chose de l'esprit huguenot. Dans tous les cas, l'origine de sa mère et ses relations de famille appelèrent Camille de Cavour à visiter souvent Genève, et il y forma des amitiés qui ne furent pas étrangères à la direction de ses idées et à la culture de son esprit.

Celui, qui devait être un des premiers hommes de son temps, ne fut pas un enfant prodige. Sa mère en parle comme d'un bon *luron*, fort, tapageur, toujours en train de s'amuser et ne pouvant venir à bout d'apprendre à lire. Je ne conseille pas à toutes les mères, dont les enfants poussent des soupirs à fendre l'âme pendant la leçon de lecture quotidienne, de se persuader qu'elles ont bercé sur leurs genoux un futur Cavour; il faut distinguer la nonchalance, la paresse, l'étourderie, de cette indocilité, de ce besoin d'activité intellectuelle qui sont l'indice d'une nature riche et spontanée, impatiente de produire et que les lenteurs mécaniques de l'alphabet irritent et lassent.

Camille de Cavour montra de bonne heure des aptitudes remarquables pour les études mathéma-

tiques; il aimait à se rendre compte des choses et avait un besoin irrésistible de clarté. Revenant au milieu des luttes de sa carrière politique sur son éducation, il se félicitait d'avoir cultivé les mathématiques et disait : « Voilà qui forme la tête, qui apprend à penser. » Il prétendait même que « chaque question de politique, de morale est une courbe dont il faut intégrer les éléments par une sorte de calcul infinitésimal. » Mais il ne partageait pas l'étroitesse et l'exclusivisme de certains savants ou des hommes pratiques de ce temps, qui voudraient bannir l'étude des lettres comme un luxe inutile. Il soutenait que les lettres devaient être la base de toute éducation intellectuelle, et il conseillait à un de ses amis de faire écrire, de faire composer son fils, « afin que lorsque sa tête serait devenue un *atelier à idées* il sût se servir de la seule machine qui les puisse mettre en circulation, la plume; » et il remarquait que l'art de parler et de bien écrire exige une finesse, une souplesse dans certains organes qu'on ne peut acquérir que dans la jeunesse.

Entré à l'école militaire, il eut l'honneur d'être appelé à faire partie du corps des pages attachés à la maison militaire du roi. Mais il n'avait pas l'échine souple du courtisan; ce service et cette position ne lui agréaient pas, et le temps n'avait

pas amorti ou changé les impressions un peu fières et amères du jeune page.

Un jour qu'on lui demandait quel était le costume des pages à la cour de Savoie : « Comment vouliez-vous que nous fussions habillés? répliqua-t-il, comme des laquais que nous étions. J'en rougissais de honte. » Et quand il eut déposé l'habit brodé du page, il se sentit soulagé, comme s'il venait de déposer son *bât*.

On dit quelquefois que les peuples du Midi aiment tout ce qui brille, les titres, les décorations, les panaches et les plumets, le grand Italien avait un souverain mépris pour toutes ces vaines distinctions, pour ces hochets de la vanité humaine. Son valet de chambre n'avait pas l'esprit aussi dégagé de cette superstition; et un jour que Cavour devait rencontrer dans un dîner un grand personnage français, le fidèle domestique avait préparé pour la toilette de son maître toute la brochette de ses croix. « Faites-moi le plaisir d'enlever tout ça, » dit le comte; et comme le valet était désolé, il lui promet qu'il en prendra quelques-unes, si le noble français a mis les siennes. Le domestique va se placer en embuscade pour surveiller la tenue de l'étranger ; quelques minutes après, il remontait tout consterné et se plaignait que son maître lui avait

tendu un piége. « C'était bien un peu la vérité, » disait Cavour, en racontant cette petite scène avec sa bonhomie pleine de malice.

Cette anecdote n'est pas un accident isolé, une facétie sans conséquence; elle illustre les sentiments, les principes de l'homme d'Etat sur ce sujet délicat des récompenses nationales et des distinctions publiques. « Je n'aime pas qu'on prenne les hommes par la vanité; et qu'on multiplie les causes d'inégalité lorsqu'une force irrésistible pousse toutes les classes vers l'égalité. Je gage que dans cinquante ans il n'y aura plus d'ordres de chevalerie. » Je ne voudrais pas garantir la réalisation de cette prophétie; mais elle est intéressante à relever chez un homme politique, qu'on aurait pu soupçonner d'exploiter les faiblesses humaines, comme un moyen commode de gouvernement.

Sorti de l'école à seize ans, avant l'âge réglementaire, avec le brevet de sous-lieutenant, Cavour n'a pas fourni une longue carrière militaire. Suspecté pour avoir applaudi à la révolution de 1830, il fut envoyé dans un fort détaché, perdu dans la montagne, pour surveiller des travaux; et bientôt, convaincu que l'indépendance de son caractère et ses sympathies libérales nuiraient à son avancement, il donna sa démission et rentra

dans la vie civile. Mais il avait trop besoin d'agir pour se condamner à la vie oisive et inutile, que la noblesse menait à la cour ou retirée sur ses terres.

La congrégation dominait dans ce petit pays. Le mot d'ordre était : « *Tout par l'Eglise et pour l'Eglise.* » On poursuivait dans l'ombre, on frappait en silence tout ce qui s'élevait, tout ce qui tentait de s'affranchir; on poursuivait comme une hérésie tout essai d'améliorer les écoles; une chape de plomb pesait sur ce petit royaume, et dès qu'on passait la frontière on sentait l'ennui et le soupçon descendre sur vous comme un brouillard morne et bas. Un trait suffira pour peindre cette situation.

La sollicitude de l'administration était si grande, le gouvernement était si jaloux de la sainte ignorance de ses sujets, que le *Journal des Débats*, toujours si littéraire et si mesuré, n'était pas admis dans les Etats sardes; et Madame de Clermont-Tonnerre, la tante de M. de Cavour, ne pouvait le recevoir que sous le couvert de l'ambassade française. On comprend que Cavour, indigné de voir l'intelligence et la science poursuivies comme choses infernales, ait flétri d'un mot sévère cet état social et l'ait appelé « un enfer intellectuel. » Aussi ne serons-

nous pas étonnés d'apprendre que C. de Cavour s'échappa souvent de cet enfer pour aller à Genève, à Paris, à Londres, prendre un bain d'air libre et respirer à pleins poumons. Sa large et vigoureuse nature ne pouvait pas se plier à cette compression, à cette contrainte, à ce mutisme, précurseurs de la mort d'un peuple.

II.

ANNÉES DE VOYAGE ET D'APPRENTISSAGE.

Cavour n'est pas un politique de chambre, un abstracteur de quintessence, un professeur de philosophie ou d'histoire que le hasard des révolutions a lancé sur la scène politique ; il a toujours eu le goût et l'instinct de la réalité, et le sentiment que l'homme d'Etat doit compter d'abord avec les appétits de l'homme, avec les nécessités de la vie animale. Ses voyages en Angleterre, ses relations avec Cobden lui ouvrirent des horizons fermés aux politiques de la vieille école, qui s'occupaient seulement des rouages de

la machine politique, sans souci des intérêts et des souffrances du grand nombre. Il étudia avec soin une science qui venait de naître et qui est appelée à renouveler, à transformer les vieux engins de la vie sociale, l'*économie politique*, la science qui s'occupe de la production et de la distribution des richesses. Il ne connut pas les étroitesses du néophyte, le fanatisme du sectaire; et tout en marquant l'influence salutaire du libre échange pour abattre les préjugés nationaux, pour rapprocher les peuples, émanciper l'initiative individuelle et renverser l'empire de la routine et de la centralisation, il maintint l'économie politique au deuxième rang, lui faisant céder le pas aux sciences plus idéales qui déterminent les lois de l'intelligence et de la moralité. Avec une hauteur de vues que l'on ne rencontre pas toujours chez ceux qui agitent les problèmes de la vie matérielle, il affirmait que la richesse n'est pas le but suprême et l'unique mobile des nations.

Il assista avec une attention passionnée à la naissance et à la victoire de la ligue pour l'abolition des droits des céréales, et proclama que l'Angleterre devait des statues à Robert Peel pour cette mesure hardie qui l'avait préservée de la ruine et de l'anarchie. Au contact

de ces économistes qui sont l'honneur et la force de l'Angleterre, il forma ses convictions sur les problèmes délicats de l'impôt.

« Il n'existe pas de bons impôts, dit-il, car l'impôt prend aux citoyens une part du produit social et l'enlève à l'industrie, à l'agriculture, au commerce, c'est-à-dire il rend improductive une partie du capital social ; » dépense nécessaire sans doute au fonctionnement de l'Etat, mais qu'il faut limiter sous peine d'appauvrir la nation. Pour prévenir ce malheur, Cavour ne connaissait qu'un moyen, diminuer le nombre des fonctionnaires et accroître les forces productrices du pays.

Il n'est pas contraire à l'impôt sur le *revenu;* mais il combat vivement, à la tribune, l'impôt *progressif;* et, entendez bien, Messieurs, parce qu'il lui reproche de considérer le riche comme un être nuisible qu'il faut surtaxer ! En agissant ainsi, on détourne de l'épargne qui crée la richesse et on frappe par contre-coup le pauvre; car le salaire de l'ouvrier ne s'élève que lorsque les capitaux s'accroissent plus rapidement que le nombre des ouvriers, c'est-à-dire lorsque dans une nation la proportion des riches s'accroît.

Il admira l'ardeur au bien, le dévouement à la chose publique, la compassion de l'aristocratie

anglaise pour les misères de la foule; et plus tard, il disait dans les luttes parlementaires, que les utopies socialistes ne pouvaient être désarmées que par la bonne volonté et le concours de tous ceux qui possèdent, car l'égalité des droits ne supprimera jamais l'inégalité des conditions, et la sympathie, la fraternité seront seules efficaces pour rapprocher et réconcilier ces contrastes de position, si menaçants dans une société dont le lien n'est noué que par la communauté des intérêts.

La grandeur de l'Angleterre le frappa; et l'image de cette vie politique si ardente dans ses compétitions, mais qui ne déborde pas au delà de son lit, ne s'éloigna plus de sa pensée. Appelé à tenir un jour le gouvernail de son pays, il avait trouvé là l'étoile qui devait éclairer sa route à travers les tempêtes, et au milieu de ces calmes effrayants où le matelot craint de ne pouvoir pas avancer, sentant qu'il n'a plus de vent dans ses voiles.

Il appelle l'Angleterre une *forteresse où la liberté a trouvé un refuge inexpugnable.* Observateur sagace, il avait surpris le secret de cette haine pour l'Angleterre, que les partis extrêmes s'accordent à nourrir, et dont notre patrie n'a pas su toujours se préserver. Les ennemis du

progrès et les entrepreneurs de révolution, les partisans de la liquidation sociale la redoutent et la poursuivent de leurs attaques, parce qu'ils sentent bien, les uns, que cette puissance a trop l'intelligence et la pratique de la liberté pour devenir la complice du despotisme; et, les autres, que l'Angleterre ne laissera pas allumer ces incendies sauvages qui menacent de réduire en cendres toute une civilisation.

Mais son admiration n'endormait pas son sens critique et sa perspicacité italienne. Il n'est pas aussi enthousiaste de la politique extérieure de l'Angleterre; et quand il surprend sa diplomatie donnant une main à Metternich et au parti de la réaction en Europe, tandis que de l'autre elle attise les passions révolutionnaires en Portugal, en Espagne, en Grèce, il avoue « qu'il est peu disposé à croire à son honnêteté politique. »

Si Cavour doit beaucoup à ses relations avec l'Angleterre, il n'a pas moins reçu de la France qu'il a souvent visitée, qu'il a toujours aimée, et dont la littérature et les grands hommes exerçaient sur lui un grand attrait. Il appelait Paris *la capitale du monde intellectuel*. Parmi nos contemporains qu'il a distingués, nous nommerons Bastiat, dont les *Sophismes économiques* sont marqués au coin de la droite raison, et dont les

pamphlets pleins de netteté et d'esprit, devraient être répandus à profusion pour extirper des cerveaux fumeux et ignorants les préjugés qui ensanglantent quelquefois la société; et le duc de Broglie. Il disait de ce personnage : « C'est l'homme d'Etat le plus honnête qui ait jamais existé, je l'estime, je le vénère, je l'aime tous les jours davantage, parce qu'il montre ce que sont les Français lorsqu'ils suivent une bonne voie. Lorsque vous m'aurez montré un duc de Broglie anglais ou allemand, je commencerai à douter de mon opinion sur la supériorité intellectuelle, morale et politique de la France. »

Messieurs, permettez-moi de vous faire remarquer que ces paroles ont été écrites en 1843; par conséquent, le duc de Broglie dont il est question, c'est l'ancien duc de Broglie, celui dont on a dit dans une discussion mémorable, qu'il n'eût jamais accepté d'être le protégé de l'empire.

Camille de Cavour est un esprit juste, pondéré, qui a la déclamation en horreur et qui n'habite pas le royaume des chimères et des ombres. Il sait qu'on ne conduit pas le monde par des sauts et des bonds; et si parfois il s'accorde sur certains principes, sur certaines aspirations avec le parti qu'on appelle révolutionnaire, il le combat, il le condamne sans

ménagements pour les moyens qu'il emploie : partout où il rencontre la violence, il la réprouve et lui fait front. Aussi, sous le régime de juillet, il fait profession d'être *juste-milieu.* Mauvaise expression, Messieurs, qui laisse croire aux sots que parce qu'ils s'arrêtent à moitié chemin et se barricadent dans leur indifférence et leur obstination, ils sont les vrais sages! Situation fausse à tout prendre, et qui trahit un irrémédiable scepticisme; comme si tous les partis avaient une égale part de vérité et d'erreur et que tout l'art de la politique consistât en celui de l'arpenteur, et à bien mesurer le même nombre de toises en partant des deux points extrêmes. Cette façon mécanique de comprendre le juste milieu n'est pas du fait de Cavour, il proteste contre cette interprétation; et pour préciser sa position, il déclare qu' « il veut se tenir au centre des opinions extrêmes, pour y puiser ce qui lui paraît d'une application utile, d'une vérité immédiatement réalisable. » Ajoutons encore pour compléter sa pensée : la vérité n'est pas l'entre-deux des opinions extrêmes, elle plane au-dessus d'elles, elle les réconcilie dans une unité plus haute et plus sereine.

Trompés par ce nom de *juste-milieu*, n'allez pas le confondre au moins avec les *doctrinaires.*

Personne n'est plus opposé de sentiments, d'allures et d'idées à ce parti qui a érigé en dogme la confiance en soi et le dédain des autres, qui a substitué des généralisations stériles à l'observation des faits, des sentiments, qui veut toujours morigéner le peuple et lui donner la férule, qui prétend coucher une nation sur le lit étroit de ses théories abstraites pour la mutiler et l'appauvrir. Ce n'est pas lui qui aurait écrit des mémoires pour montrer au public comment il se délivrait à lui-même l'absolution. Il ne croyait pas à son infaillibilité, et vers la fin de sa vie, il disait à un de ses jeunes collaborateurs : « Un jour, je vous donnerai la liste de mes erreurs politiques, ce ne sera pas la moins instructive de mes leçons. »

Il reprochait au parti conservateur français d'être un parti de *négation*. Ses orateurs développent avec ampleur les dangers des réformes précipitées, peignant en traits de flamme les passions mauvaises qui fermentent dans tout organisme politique; et puis, quand ils ont déchaîné la peur, évoqué les grands souvenirs du dix-septième siècle et du roi-soleil, quand ils ont jeté à des revendications légitimes, à de modestes réformes quelque « jamais » imprudent, ils croient avoir sauvé le pays. Aveuglés par

leurs succès oratoires, ils n'ont pas vu que leur inaction et leur résistance amoncellent les difficultés et les colères! Cavour pensait qu'on ne désarme les imprudents et les violents qu'en leur arrachant la parcelle de vérité qu'ils cachent dans leurs déclamations, et en faisant entrer dans l'usage général l'élément pratique des réformes dont ils sont les apôtres bruyants! Si la précipitation conduit à des catastrophes, l'immobilité et la stérilité d'une politique de résistance ne sont pas un paratonnerre efficace pour détourner la foudre.

Cavour a su de bonne heure que la politique se fait avec les réalités, avec les sentiments, les passions, les intérêts, les idées d'un peuple, et qu'il ne suffit pas de prendre le trident de Neptune pour commander aux flots soulevés et leur ordonner de rentrer dans le calme. Il observait, il appréciait le mouvement des esprits, il ne s'enfermait pas dans l'*a priori* de la spéculation; et dès 1837, il écrivait: « La société marche à grands pas vers la démocratie. Que reste-t-il pour lutter contre les flots populaires? rien de solide, rien de puissant, rien de durable. » Mais prévoir, Messieurs, n'est pas le signe du grand politique; celui-là seul est vraiment grand qui ne s'oublie pas à rêver l'impossible et qui s'ac-

commode de la réalité pour la dominer. A son appréciation de l'état de l'Europe, Cavour joignait ce conseil pratique : « Préparons-nous, préparons nos descendants à vivre dans la démocratie. »

Avant d'entrer dans la politique militante, de 1830 à 1847, Cavour se consacra à l'agriculture. Ce ne fut pas pour lui une existence de *far niente*, de doux loisir, de chasse et de représentation : « Nous autres pauvres diables de cadets, disait-il, il nous faut suer sang et eau avant d'avoir acquis un peu d'indépendance. » Ne sachant pas faire les choses à demi, il apporta à ce genre de travaux son infatigable activité, sa fertilité d'invention, sa vaillante initiative. Parti de l'ignorance la plus complète des choses agricoles, ne distinguant pas un chou d'un navet, il devint un agronome distingué, transforma sa terre de Léri et communiqua autour de lui l'élan et l'entrain pour toutes les améliorations et les procédés perfectionnés de culture. Il créa des comices agricoles, organisa et monta des entreprises agricoles, financières, des fabriques de produits chimiques, des moulins, des compagnies de chemins de fer, et fut bientôt dans ce pays attardé un foyer d'activité et de vie. Aussi, donna-t-il de l'ombrage à un

gouvernement qui redoutait l'action et qui prévoyait, avec l'instinct naturel aux impuissants, que l'industrie d'un côté, les comices agricoles de l'autre, étaient des auxiliaires du libéralisme, et que les hommes réunis, rapprochés par des intérêts communs, formant des associations, faisant corps, affranchis de la pesante misère, habitués à discuter leurs intérêts, seraient des sujets moins dociles, moins soumis !

Cette discipline de la vie agricole ne fut pas inutile à la maturité de l'homme d'Etat : les rapports permanents du laboureur avec la nature le guérissent de cet esprit de chimère et d'utopie qui est le fléau des hommes politiques, et lui apprennent chaque jour que, pour gouverner et dompter la nature, il faut étudier ses lois et leur obéir.

Pour compléter le tableau des études et des préparations de Cavour aux affaires politiques, notons qu'il fonda vers la fin de 1847 un journal, *Il Risorgimento*, de concert avec Santa-Rosa et Balbo. Il n'avait pas pour la presse ce dédain superbe du bourgeois qui, retiré dans son bien-être, trop sensible aux escarmouches de la vie publique pour s'y engager, prétend ne pas vouloir se salir en se mêlant au journalisme. On a dit qu'un peuple avait toujours le gouver-

nement qu'il mérite : cet axiome est un peu absolu, car il se rencontre dans l'histoire, des peuples qui sont victimes d'un guet-apens, et qui subissent un gouvernement, dont l'origine est la violence et le mensonge. Mais je crois plus vrai, plus exact, de soutenir qu'un peuple a toujours la presse qu'il mérite; car c'est lui qui fait le succès, la fortune du journal; le marchand est toujours guidé dans ses achats par le goût de ses clients.

Au lieu de stériles déclamations contre la presse, qui est devenue une des conditions de la vie moderne, il serait plus pratiquement efficace d'exercer une vigilance répressive sur les journaux qui tiennent boutique de scandale, qui répandent autour d'eux le mépris de la vérité et de la justice, qui prêchent le culte de la force brutale et sèment la malveillance et le soupçon entre les citoyens d'un même pays. Le public, Messieurs, est responsable des excès de la presse; c'est lui qui doit parler en maître et faire lui-même la police, la seule qui atteigne au but; car elle touche les intérêts de folliculaires qui ne sont pas sensibles à d'autres arguments.

Mais ne nous laissons pas emporter, dans un moment d'humeur, à envelopper dans la même réprobation tous ceux qui tiennent une plume

de journaliste, parce qu'ils sont de la même compagnie que ces écrivains d'une presse déshonorée, « présent le plus funeste que puisse faire *au peuple* la colère céleste! » Quelle est la compagnie, la plus sainte et la plus vénérée, qui pourrait résister à de pareils jugements sommaires, si nous soulevions le voile de respect qui l'enveloppe pour montrer au doigt les félons et les parjures? et quel sentiment devrions-nous éprouver pour les hommes d'affaires, si nous jugions leur profession et leur caractère sur ces exemples éclatants de fraudes et d'intrigues qui viennent se dérouler devant les tribunaux? Ceux qui se plaignent des abus de la presse et qui ne peuvent pas se flatter de les supprimer, devraient se persuader que pour relever un homme, la méthode la plus sûre est de lui témoigner de l'estime afin de lui inspirer l'ambition de la mériter, au lieu de le livrer à la tentation malsaine de rester dans le ruisseau où l'on veut le rejeter!

Quoi qu'il en soit, le comte de Cavour pensa qu'un journal était une tribune, une école où la vérité pouvait se faire entendre; il voulut faire l'éducation politique de son peuple, façonner l'instrument dont il se servira un jour, préparer des citoyens libres à un pays libre; il pensa que

pour changer le cours des événements, il fallait changer le cours des idées, et que si les Italiens devaient un jour être unis et libres, il fallait transformer l'esprit révolutionnaire en esprit politique, faire d'un peuple emporté jusqu'à la folie et habile jusqu'à la ruse, un peuple sage, persévérant autant qu'énergique. C'est la noble mission qu'il poursuivit dans sa collaboration au journal *Il Risorgimento*. Il forma ainsi son peuple à l'intelligence de la vie politique, il lui donna l'exemple de la discussion mesurée et sincère; et en chassant les folles visions qui hantent les réunions secrètes des conspirateurs, il réussit à préserver le berceau du peuple italien de l'enivrement et des dessins chimériques de la première heure de la résurrection.

Pour un homme d'Etat, la première condition de succès c'est la santé, la force physique, la capacité de travail; cet avantage n'a pas manqué à Cavour. Levé à cinq heures du matin, il consacrait le premier quart de la journée à la gestion de ses biens, à sa correspondance, aux affaires privées, aux réceptions, dont les importuns étaient souvent écartés par l'heure matinale du rendez-vous, à l'étude des grosses questions de la politique actuelle; et, quand le milieu du jour arrivait, il n'était pas pressé, il

pouvait prendre part aux débats des chambres ou aux causeries du monde, sans souci de laisser en souffrance des intérêts majeurs. Souple, enjoué, bon enfant, frivole en apparence, plein de laisser-aller et de désinvolture dans le discours, sans rien d'apprêté ni de solennel, parlant haut, lançant volontiers l'épigramme, mais sans laisser son dard dans la blessure, il avait la gaieté communicative. Chez lui, on ne remarquait pas la morgue du doctrinaire, de l'homme en place, les airs suffisants d'un cuistre empêtré dans son personnage; il avait un fonds intarissable de bonne humeur et de joie; et de lui plus que de tout autre il était vrai de dire que « la joie de l'esprit en mesure la force. » Il n'était pas facilement vaincu par les choses, et il opposait sa gaieté comme un défi à la destinée, comme une revanche de l'esprit sur la fatalité. Accessible au moindre citoyen, il avait l'art de faire causer le laboureur, l'ouvrier, comme le plus fin diplomate, et il n'était déplacé ni ennuyé dans aucune compagnie. A Paris, sa grâce et son parfait naturel furent vivement appréciés et lui facilitèrent le succès de ses combinaisons politiques. Il connaissait trop les hommes pour être naïf et pour ignorer les passions qui les conduisent, mais il ne permettait pas à son expérience de pousser

le tableau au noir et d'étouffer en lui la bienveillance instinctive qu'il éprouvait pour son semblable ; et un optimisme invincible le soutenait contre les amertumes et les déceptions inséparables de tout grand dessein. Quand il se heurtait aux faiblesses, aux fautes des hommes, il ne saisissait pas les foudres de Jupiter, il était prompt à l'indulgence, habile à démêler les mobiles ou les préjugés dont les individus étaient victimes. Toujours penché vers le but élevé qui remplissait son âme, il ne renonçait pas aisément à faire des adversaires de la veille les collaborateurs du lendemain, et il professait que la rancune en politique est absurde. En effet, la politique est le monde du relatif, ce qui ne veut pas dire du mensonge et de la duplicité ; il est permis de se tromper sur l'opportunité d'une mesure ou sur les moyens de la réaliser ; et c'est une étrange manie que de vouloir excommunier et maudire tous ceux qui n'ont pas, à la même heure, les mêmes sentiments que nous.

Fier et courageux, Cavour ne connaissait pas les terreurs et les lâchetés des courtisans de popularité ; les murmures de la tribune et les outrages de la foule ne l'arrêtaient pas quand il s'agissait de combattre des utopies financières, les imprudences ou l'obstination d'un patrio-

tisme étroit; mais il ne mettait pas son honneur à irriter la nation et ne croyait pas que le piédestal d'un grand homme soit fait de son impopularité. Toujours plein de bon sens et de sagesse, il dédaignait la popularité qui repose sur une émotion d'un moment et qui n'est que l'écho de flatteries intéressées, mais il estimait cette popularité durable qui est l'expression du jugement de l'opinion publique sur tout l'ensemble d'une carrière politique.

Généreux, libéral, ne comptant pas, jusqu'à en être magnifique, il ne connut pas cette fièvre du gain et ces passions sordides qui s'emparent souvent de ceux qui ont l'intelligence des affaires et l'ardeur des grandes entreprises. Ce n'était pas un orateur de grand vol; il n'avait ni le ton de commandement du capitaine, ni l'accent enflammé du tribun; encore moins était-il un de ces virtuoses de la parole, trop communs dans nos pays latins, qui nous bercent au bruit de leurs périodes et n'enflamment nos cœurs que pour les livrer aux emportements de la passion ou aux agitations stériles, sans but pratique; il avait l'horreur de la phrase, de la déclamation, et se servait des mots pour traduire sa pensée; sa discussion était serrée, logique, et n'abondait pas dans ces raisonnements à outrance qui

égarent et irritent ; ses discours étaient plutôt synthétiques qu'analytiques, et il excellait à illustrer par des appels à l'histoire les thèses qu'il apportait à la tribune et dont il signalait les applications justes et possibles.

Gros, de petite taille, la figure pleine et colorée, les yeux abrités ou cachés par des lunettes, Cavour offrait, disent ceux qui l'ont connu, le type du notaire de village, sans que rien dans sa démarche ou dans son geste vînt relever cette vulgarité apparente. Il n'avait pas la distinction élégante d'un gentilhomme français, ni la tenue imposante d'un lord anglais ; mais il portait sur son large front l'éclair du génie, d'une nature vigoureuse, puissante, et qui n'avait à regretter aucun don de finesse et de perspicacité. C'était un véritable homme d'Etat : il ne s'est pas laissé traîner à la remorque des faits ou emporter par des fantômes ; fortement assis dans la réalité, il l'a comparée cependant à ce qui doit être, et il l'a pliée à son idéal. En un mot, la faculté maîtresse chez lui, c'est la volonté. A l'inverse de tant d'hommes funestes qui ont porté dans le gouvernement de leur pays une hésitation sénile entre les idées de progrès et l'esprit de résistance, et qui n'ont pas su échapper à leur éclectisme impuissant

pour entraîner leur pays dans les voies de l'avenir, M. de Cavour avait compris son époque : il a fait du *self-government* l'objet de la législation, de l'économie politique la source de la liberté, de la liberté la base de la nationalité ; il a combiné l'originalité et la profondeur d'un théoricien avec le génie pratique d'un réformateur.

S'il est permis de chercher autour de nous, dans notre patrie, une figure qui nous aide à comprendre et à admirer M. de Cavour, nous nommerons ce petit bourgeois qui ne s'est pas cru d'assez bonne maison pour accepter le rôle d'un roi fainéant; qui, au milieu des intrigues les plus malveillantes, n'a pas perdu sa verve et sa gaieté; qui nous a recommandé de prendre tout au sérieux et rien au tragique; qui, au lendemain de désastres inouïs et d'une insurrection abominable, a réussi à contenir pendant deux ans le flot montant de la réaction; qui, s'il n'a pas eu le bonheur de conserver l'intégrité de notre territoire, a remis debout ce noble blessé qu'il avait trouvé perdant tout son sang et près d'expirer; et qui, de son patriotisme invincible, a rallumé au milieu de nous le flambeau presque éteint de l'espérance et nous a fait croire à l'avenir de la France.

III.

L'ŒUVRE.

Pour embrasser toute la carrière de M. de Cavour et la placer dans un cadre qui permette d'en saisir les grandes lignes, sans nous perdre dans les accidents et les détails chronologiques de sa vie, nous allons raconter comment il a gouverné son pays, comment il l'a affranchi, et comment il a compris la question délicate des rapports de l'Eglise avec l'Etat. En d'autres termes, nous allons étudier le *ministre libéral*, le *patriote* et le *réformateur*.

IV.

LE MINISTRE LIBÉRAL.

Les esprits chagrins qui tournent le dos à l'avenir pour offrir de stériles hommages au passé,

prétendent avec douleur que l'autorité s'en va, que son prestige s'est évanoui et que nous sommes condamnés à périr dans l'anarchie. En effet, s'il n'y a d'autorité dans un pays que lorsque le hasard de la naissance permet à un homme ou à une caste de courber toutes les volontés et tous les fronts en disant simplement : « Tel est notre bon plaisir, » oui, l'autorité est morte. Mais les sociétés humaines ne peuvent pas être abandonnées au caprice, au despotisme brutal des volontés individuelles ; et si l'organisation qui reposait sur la naissance, sur la richesse, sur le rang héréditaire est dépassée, si elle est condamnée par l'expérience et le progrès de la raison, si personne aujourd'hui ne *tremble devant un procureur en robe*, si les rangs ont été trop confondus pour empêcher le public de s'approcher des hommes en place et de prendre leur mesure, il faut bien chercher à l'autorité une autre origine, un autre appui que la superstition féodale ; et, sous prétexte de reconnaissance ou d'admiration pour la société de l'ancien régime, il ne faut pas laisser notre pays suspendu entre un passé tombé en ruines et un avenir dont on suspecte l'avénement et la grandeur.

Il n'est pas vrai qu'après avoir renoncé à l'organisation féodale, il ne nous reste plus qu'à

dénombrer servilement les voix de la nation, que le nombre soit l'autorité suprême qui broiera tout sous sa masse. Sans doute, il ne sera plus possible de contraindre tout un peuple, de le conduire à la lisière, ou de le traîner à la corde; il est nécessaire d'obtenir son consentement; les gouvernements modernes ne sont pas comme le destin, ils n'entraînent pas le citoyen qu'il le veuille ou qu'il résiste, ils n'ont d'action et de force que dans la mesure où ils ont éveillé, persuadé, entraîné l'opinion, qui est l'autorité souveraine, *la reine du monde*. L'autorité ne descend pas d'en haut comme un chevalier bardé de fer, la hache levée; elle sort lentement du sein du peuple à la voix des meilleurs, des plus éloquents, comme l'expression la plus pure de cette nature humaine qui est faite pour la vérité, pour la justice. Et c'est ainsi que se retrouve la part légitime de la capacité, de l'intelligence, de la probité, du dévouement. Cette opinion publique, qui est la force irrésistible, l'autorité souveraine, qui soutient ou renverse les gouvernements, elle appartient au plus digne, au plus vaillant, à celui qui a l'esprit le plus net, qui a l'intelligence la plus étendue des besoins et des vœux de sa génération, qui sait révéler et formuler devant le pays ce que chacun sent s'agiter confu-

sément en lui, sans pouvoir le traduire dans des formules nettes, dans des applications opportunes.

Le secret du prestige de l'autorité en Angleterre, de la force du gouvernement et de la paix qu'il assure au pays, n'allez pas le chercher dans une forme de gouvernement dont le nom ne répond pas à la réalité; il est tout entier dans le respect de l'opinion. C'est un principe établi, et qui a passé dans les mœurs politiques, que la suprématie appartient à l'opinion publique. Le parlement, le gouvernement sont forts, ils exécutent de grandes choses, parce qu'ils ont l'opinion avec eux. Si les Anglais ne connaissent pas le malaise, l'inquiétude, les soupçons funestes auxquels d'autres pays sont en proie, ce n'est pas à cause de leur prétendue monarchie; mais, chez eux, un gouvernement, un parlement n'engagent jamais une lutte avec l'opinion; et ils s'empressent de se retirer, d'en appeler au pays dès qu'ils pressentent qu'il n'y a plus d'harmonie entre les mandants et les mandataires.

Ç'a été l'honneur de M. de Cavour d'avoir gouverné avec l'opinion publique; il a relevé et affermi l'autorité, parce qu'il lui a donné pour soutien le consentement joyeux de tout un peuple. Il a été le ministre libéral par excellence.

Certes la tâche, à laquelle il s'attaquait, était ardue; et des hommes politiques moins scrupuleux n'eussent pas manqué d'invoquer l'excellence du but pour demander qu'on fût moins sévère sur le choix des moyens, et qu'on leur donnât carte blanche pour sauver la patrie et fonder la liberté. M. de Cavour ne croyait pas à ces sophismes. Il pensait que la violence des uns et l'abdication des autres ne pouvaient pas être une initiation féconde à la liberté; et il regardait avec pitié ces hommes d'Etat embarrassés qui ne peuvent maintenir l'ordre qu'avec l'état de siége. « Il faut faire l'Italie par la liberté, autrement il faut y renoncer. « Voilà qui est vraiment moral et beau sur les lèvres d'un Italien : c'est la preuve qu'il avait bu à d'autres sources que dans les ouvrages de Machiavel. Dans les dernières heures de sa vie, pendant ce soliloque solennel qu'une main pieuse a recueilli, il se disait à lui-même : « L'Italie du Nord est faite, mais il y a encore les Napolitains. Oh! il y a beaucoup de corruption dans leur pays. Ce n'est pas leur faute à ces pauvres gens, ils ont été si mal gouvernés. Il faut moraliser le pays, élever l'enfance et la jeunesse, créer des salles d'asile, des colléges militaires; pas d'état de siége, pas de ces moyens

de gouvernement absolu. Tout le monde peut gouverner avec l'état de siége. Je les gouvernerai avec la liberté. »

Le premier embarras que rencontrent ces politiques médiocres, incapables d'éveiller dans la nation un écho de sympathie, de créer un large courant d'opinion, c'est la presse; ils répètent en chœur qu'il n'est pas possible de gouverner avec la liberté de la presse, et ils se hâtent de la museler ou de l'acheter. M. de Cavour avait été journaliste, et à un moment où le gouvernement chancelant était tenté de réclamer des mesures de rigueur contre la presse, il s'était écrié: « Ne touchez pas à la presse; il n'y a pas d'autre remède aux maux de la presse que la presse elle-même. » Elle a les vertus de la lance d'Achille, elle guérit les blessures qu'elle fait. Devenu ministre, et tenant le gouvernail dans les moments les plus tragiques, M. de Cavour avait trop de consistance pour imiter ces intrigants qui ramassent dans la boue les armes de ceux qu'ils ont criblés de leurs sarcasmes, et s'en revêtent pour protéger leur impuissance et leurs trahisons.

S'il crut opportun, dans l'intérêt de ses projets diplomatiques, de déférer à un tribunal spécial les outrages adressés aux souverains étrangers, il soutint à la tribune la liberté illi-

mitée de la presse, insistant sur cet axiome que si la presse n'est pas bonne, l'opinion publique l'est. Il déclare que concilier en cette matière l'usage de la liberté avec la répression des abus est une entreprise impossible; que si le gouvernement n'intervient pas pour mettre la pitié, la sympathie du côté des journaux frappés, l'opinion publique finira par flétrir ceux qui se font un jeu du mensonge ou s'abandonnent à la violence, et qu'il vaut mieux, pour la sécurité de l'Etat, voir s'étaler au grand jour les folies et les utopies, qui ne peuvent pas supporter longtemps un examen contradictoire, que de les forcer à prendre un masque dont les naïfs sont souvent dupes. Il appelait au secours de son argumentation l'exemple des turpitudes de la presse de Gênes, qui avait compromis le parti dont elle portait la bannière, et l'impuissance des lois de septembre en France, pour arrêter la propagande de l'idée républicaine. La répression n'atteint pas son but quand elle n'est pas soutenue par l'opinion. Avant 89, les offenses à la religion étaient punies avec la dernière rigueur, les blasphémateurs avaient la langue coupée; ce code draconien n'empêchait pas ces délits d'être très-fréquents.

La liberté n'était pas pour lui un moyen

transitoire, un bélier pour démolir ses adversaires et entrer dans la place ; c'était un but auquel il voulait conduire ses compatriotes. Aussi, tout en préparant l'unité politique de l'Italie, il maintenait, développait la liberté administrative et se montrait ennemi de cette centralisation qui étouffe la France ! Il n'ambitionnait pas de faire de son peuple une armée de fonctionnaires qu'il aurait commandée de son cabinet. Tout ce qui endort l'initiative individuelle, tout ce qui substitue les mouvements mécaniques à l'inspiration, à l'énergie de l'individu lui était odieux ; et on cite de lui ce propos, bien étrange dans la bouche d'un grand administrateur : « Le règlement fait de l'employé un imbécile. » Sans doute il ne voulait pas faire de chaque employé un amateur, un tirailleur qui se bat à son heure, selon son caprice ; mais il voulait que chacun portât au dedans de lui, dans l'intelligence de sa tâche, dans la connaissance de sa profession, sa règle et son mot d'ordre. Défenseur constant de l'émancipation des communes, il demandait à ses contradicteurs : « Seriez-vous disposés à confier l'administration de votre fortune à un étranger, parce qu'il aurait la réputation d'un bon administrateur ? » ; et il était persuadé que la discussion des intérêts de la commune, l'habitude de la

responsabilité étaient une utile préparation à l'intelligence des conditions du gouvernement.

Ce même amour de la liberté, il le portait dans l'examen des problèmes économiques. Il était l'ennemi juré du système protectionniste ; il l'accusait d'énerver l'initiative individuelle, de favoriser la routine, la paresse, et d'accorder à l'Etat un rôle qui était une menace pour la propriété individuelle. « La protection est la pierre angulaire sur laquelle le socialisme élève ses ouvrages avancés contre l'ancien ordre social. » Si vous reconnaissez à l'Etat le droit d'étendre sa sollicitude sur certaines industries, trop faibles pour se soutenir par leurs propres efforts, incapables d'affronter la concurrence étrangère, si vous réclamez son intervention pour garantir les profits du fabricant et de l'industriel, pour surveiller et distribuer l'emploi des capitaux, pourquoi votre Etat, transformé en providence et en père nourricier, ne s'occuperait-il pas de réglementer le salaire de l'ouvrier ? Et nous voilà en face du droit au travail, un des dogmes du socialisme autoritaire !

Il ne pardonnait pas aux ministres des finances de la République de 1848 d'avoir pris des mesures qui augmentaient la part de l'Etat, qui en faisaient le seul propriétaire et le seul producteur, comme les décrets relatifs à l'expro-

priation des banques, des compagnies de chemins de fer et d'assurances. Il avait foi à l'efficacité de la concurrence, et, comme Bastiat, il était convaincu que, livrés à eux-mêmes, les intérêts économiques arriveraient à s'harmoniser, bien plutôt que sous l'empire de législations artificielles. Il attachait une grande importance à l'application des vrais principes économiques, et il pensait que la pratique du libre échange avec toutes ses conséquences morales et son appel constant à l'énergie, à la lutte, à l'étude, était une excellente discipline, une préparation salutaire à l'exercice de la liberté politique.

Ce ne fut pas sans péril que Cavour professa ces principes : certains protectionnistes avaient placardé sur les murs de Turin des affiches où l'on lisait : « A bas Cavour ! Mort à Cavour ! » Et, à propos de la diminution des droits sur les grains, l'émeute vint briser les vitres de son hôtel.

Inébranlable sur les vrais principes de gouvernement, sachant où il allait et par quels chemins il voulait passer, M. de Cavour n'était pas ému par cette accusation de révolutionnaire, de novateur, dont le poursuivit le parti que la peur réduit à l'immobilité. Il ne permettait pas qu'on rendît responsable une idée vraie, une réforme sage, des folies et des crimes qui les ont sui-

vies. Ce sophisme qui passionne nos tournois oratoires et qui confond la succession chronologique des faits avec l'enchaînement des causes, n'exerçait aucune fascination sur cet esprit ferme et lucide. A ceux qui faisaient apparaître le spectre de 93, de la Terreur, pour jeter l'opprobre sur cette grande Constituante, qui a proclamé ces principes « de liberté qu'il n'est plus possible d'effacer du code des nations, » il répondait avec éloquence que la responsabilité des horreurs de 93 retombait lourdement sur ceux qui, dès le commencement du règne de Louis XVI, s'étaient opposés à toute réforme, sur ces prélats orgueilleux et ces courtisans, qui accusaient Turgot et Malesherbes d'être des révolutionnaires.

Du reste, ce terme est commode pour la polémique, car il dispense de la justice et éveille, dès qu'il est prononcé, des passions contraires qui ne se possèdent plus. M. de Cavour en fixait le sens avec l'autorité de l'homme compétent. « Une mesure est révolutionnaire, qui détruit tout un ordre d'institutions sans distinguer celles qui sont utiles, de celles qui ne le sont pas ; qui ne tient pas compte des droits acquis, des intérêts individuels ; qui sacrifie des intérêts considérables à des maximes absolues, et qui paraît arrachée au pouvoir par les exigences violentes des partis. »

Et ce qu'il reprochait avec le plus d'indignation aux mesures révolutionnaires, c'est leur stérilité. Par une justice vengeresse qui met toujours du côté des victimes la générosité du cœur humain, elles ont cette singulière destinée de ressusciter, de raffermir les idées dont elles ont frappé les représentants. Aussi, au nom de la Révolution de 89, il demande compte à Marat et à Robespierre des milliers de têtes qu'ils ont fait couper; car, au pied de ces échafauds, qu'a-t-elle moissonné, la Révolution? le Consulat et l'Empire! Et, avec un coup d'œil prophétique, il montrait, en novembre 1848, comme le dernier résultat des agitations révolutionnaires, Louis-Napoléon sur le trône de France.

Pour préserver son pays de ces catastrophes, cet homme d'Etat ne comptait pas sur les petits moyens de répression et de séduction; il ne demandait pas des fonds secrets pour avoir une presse à sa dévotion; il savait que le plus sûr moyen de discréditer des idées justes et saines, c'est de leur donner la livrée officielle. Il n'aimait pas davantage cette police politique qui force les violents et les fous à se réfugier dans l'ombre des conspirations, au lieu de crier tout haut leur secret, dans le paroxysme de leur passion.

Contre l'esprit révolutionnaire, il n'avait qu'une seule arme, sa vigilance et son agilité à le devancer : quelque chemin que la Révolution eût fait, d'un pas, comme les dieux d'Homère, il la rejoignait; il prenait la tête du mouvement, et, avant qu'elle eût acquis des titres à la reconnaissance du peuple en mettant sur son programme une réforme juste, Cavour l'avait réalisée. Il n'abandonnait pas le gouvernail au gré des flots, mais il savait s'aider du courant pour conduire sa barque, au lieu d'user ses efforts à tenter de le remonter. A plusieurs reprises il livra son secret aux chambres : « Pour diminuer les forces des partis extrêmes, ôtez-leur l'arme puissante qu'ils ont dans les mains quand vous conservez des abus injustifiables. Réformez; les réformes faites à temps n'affaiblissent pas l'autorité. Secondez ce qu'il y a de juste, de noble dans les instincts populaires, et vous rendrez les révolutions impossibles. » Mais, pour appliquer cette méthode, il faut avoir le coup d'œil sûr, la main ferme, distinguer le vrai, le juste au milieu des déclamations et des utopies, savoir ne pas laisser échapper l'occasion. Cavour avait ces talents, et jamais les événements ne l'ont surpris.

Le nom et l'œuvre de Cavour rappellent à

l'esprit le nom et l'œuvre d'un ministre du Nord qui a rempli l'Europe du bruit de son audace et de ses succès. Mais quand on compare les ressources de ces deux hommes, les moyens que chacun a employés pour exécuter son dessein; quand on voit d'un côté un Etat dont les finances sont prospères, où l'aristocratie, élevée pour la guerre, est prête à monter à cheval sur l'ordre du roi; où la nation est si disciplinée que, malgré toutes les protestations de son parlement, elle ne regimbe pas sous l'éperon du ministre qui la mène où il veut, sans souci de l'opposition des chambres, qu'il accable de ses sarcasmes et de son mépris; et de l'autre côté un ministre qui n'a pour point d'appui qu'un petit royaume de troisième ordre, dont les finances ne sont pas prospères, qui, chargé de favoriser l'enfantement d'un royaume nouveau, rencontre pour auxiliaires les haines, les impatiences des exilés, la jalousie de ceux que leurs gouvernements ont divisés et asservis, l'enthousiasme de volontaires peu familiers avec le régime militaire; qui, pour discipliner ces forces, n'a d'autre puissance que son bon sens, sa ferme volonté; et qui, pour ramener sous ses ordres tous ces vents déchaînés, n'a fait appel qu'à la persuasion; quand on surprend l'un entraînant l'Allemagne dans l'or-

bite de la Prusse, qui étend sa main de fer sur la patrie des sciences et de la libre recherche, tandis que l'autre donne l'exemple du plus noble désintéressement et ne réclame pour son pays que l'honneur d'avoir été l'avant-garde de l'Italie; quand on compare les moyens employés et le but atteint, on ne peut s'empêcher de décerner la palme à l'Italien et de repousser même le parallèle comme un outrage.

M. de Cavour n'était pas de ceux qui regrettent le moyen âge et n'ont *foi qu'à la force brutale*, *au pouvoir du fer et du plomb;* et il a signalé à ses concitoyens le gouffre, dans lequel disparaissent les politiques et les Etats qui se confient aux canons et aux baïonnettes, pour faire taire des doctrines fausses et maintenir l'ordre matériel. Dût le Méphistophélès teuton le traiter de naïf, il professait que les idées mènent le monde; et il affirmait que « si une doctrine arrive à dominer dans la sphère des intelligences, tôt ou tard elle se traduira en résultats positifs et changera la face des choses. »

La gloire de M. de Cavour ira toujours se renouvelant, acclamée par les nouvelles générations, car il a mené son peuple à la victoire, à l'indépendance, sous le drapeau de la liberté. Son triomphe n'a pas été acheté, comme celui

des conquérants, au prix de la dignité et de la noblesse du peuple. Aussi M. de Cavour reste debout sur les confins de deux mondes, entre la société de conquête et d'ancien régime qui se meurt et la société démocratique qui s'avance dans la lumière de la paix, comme le type du ministre libéral !

V.

LE PATRIOTE.

Le jour où ce ministre astucieux, qui longtemps couvrit l'Europe du réseau de ses intrigues, s'écria avec ce sourire satisfait du fat de salon qui vient de faire un mot : « L'Italie n'est qu'une expression géographique, » il prononça un mensonge odieux. Sans doute l'histoire de l'Italie est pleine de discordes, de luttes intestines, de rivalités fratricides ; bien des fois les factions appelèrent à leur secours le bras de l'étranger ; cela s'est vu ailleurs, et souvent les partis préfèrent la satisfaction impure d'écraser leur adversaire à la joie de l'indépendance nationale.

Mais, dans le cœur des poëtes, des penseurs, des philosophes, s'est formée la patrie italienne. Au-dessus de la réalité brutale des guerres de cités à cités, d'Etats à Etats, avant que tous ces petits royaumes fussent rapprochés, réunis par les intérêts du commerce, la facilité des communications et tous ces agents de la société des corps, il y avait une Italie idéale faite des souvenirs, des larmes, des aspirations de ses enfants, dispersés sur son sol remué par plus de sept mille révolutions. Tant il est vrai que les nations ne sont pas les filles de la fatalité, des traités de commerce ou des conquêtes, et que l'esprit commun, dont la langue est l'organe et le révélateur, est encore le lien le plus efficace pour former le faisceau national.

Ç'a été la fortune de l'Italie et la récompense de tous les services qu'elle a rendus à la civilisation, que même aux jours les plus sombres de son histoire, et quand ses enfants étaient séparés par des gouvernements intéressés à entretenir la défiance et l'animosité réciproques, tous ceux qui n'étaient pas courbés, comme le bœuf sur le sillon, dans le recueillement et la douleur voyaient monter à l'horizon l'image purifiée d'une Italie une; et la brise du soir apportait à toutes les générations qui s'élevaient les soupirs,

les rêves, les ambitions des poëtes, des écrivains qui évoquaient la patrie, et qui, de leur voix filiale, lui criaient : « Mère, sors de ta tombe ! » Avant que la diplomatie et le succès des armes eussent affranchi l'Italie, les poëtes et les écrivains avaient éveillé dans la nation le goût, la passion de l'indépendance, la volonté d'être libre et une. Depuis le Florentin, qui enferme dans ses cercles infernaux ceux qui ont livré l'Italie à l'étranger, jusqu'aux strophes enflammées de Giusti, un même cri s'est toujours échappé de ces poitrines oppressées : « Fuori Barbari ! » Hors d'ici les Barbares ! « Non vogliam Tedeschi ! » Nous ne voulons pas des Germains ! C'est dans ce milieu et dans ces pensers que Cavour s'éveilla à la vie d'homme.

De Turin il apercevait Milan assise au milieu des plaines de la grasse Lombardie, comme une Cérès entourée de ses moissons, toujours triste, ne voulant pas être consolée, parce qu'elle ne pouvait plus rassembler tous ses enfants autour d'elle pour célébrer de joyeuses fêtes. Car le bâton de l'Autriche, « sceptre honteux et lourd que la peur divinise, » était levé sur ses fils, et les canons étaient braqués devant son dôme splendide, prêts à vomir la mort sur tous ceux qui invoquaient la liberté ! Et de Venise le mur-

mure des lagunes lui apportait, comme les sons mourants d'un glas funèbre, les refrains du gondolier redisant à demi-voix le chant de l'indépendance. Celle qui fut la reine des mers ne pouvait rêver à sa grandeur passée sans être réveillée en sursaut par le bruit des pas lourds et pesants du Teuton, et par les coups de bâton qu'on administrait au soldat indiscipliné. Tous les jours ce peuple, dont la langue est faite d'harmonie, entendait retentir à ses oreilles les accents durs et rauques de la langue du vainqueur.

Sous ce ciel d'azur qui invite à la joie et ne permet pas à la tristesse de voiler son éclat, l'Italie a pu oublier quelquefois ses malheurs et ses hontes : écrasée, enchaînée, elle a pu retenir ses regards à terre et laisser tomber ses bras chargés de chaînes, au lieu de serrer sur son sein, comme Spartacus, l'arme de la délivrance. Mais jamais la grande tradition des martyrs de la patrie n'a été interrompue; et toujours quelqu'un des fils de l'Italie s'est souvenu de cette noble parole de César Balbo : « L'indépendance pour la nation est comme la pudeur pour une femme. » Avec M. de Cavour, le patriotisme italien entre dans une nouvelle voie; il sort de l'ombre des conspirations, où tant de dévouement et d'héroïsme ont été dépensés en pure

perte; il renonce aux moyens révolutionnaires pour montrer que l'indépendance de l'Italie est une question d'ordre européen, et entraîne l'opinion publique dans sa cause.

Depuis son entrée aux affaires, M. de Cavour ne poursuivit qu'un but, rendre à l'Italie son indépendance. « Périsse mon nom, périsse ma réputation, mais que l'Italie soit! » disait-il dans les épanchements de l'intimité. Fédéraliste peut-être à l'origine, il se rallia bientôt sous l'éclair des événements à l'idée de l'unité. Dès qu'il fut devenu le ministre dirigeant, il souffla à tout ce qui l'entourait son ardeur et son activité; il secoua la torpeur des administrations et fit courir sur tout le pays comme une flamme dévorante d'entreprise et de rajeunissement. Il abaissa ou abolit les tarifs qui frappaient les marchandises d'importation, il força ses compatriotes à entrer en concurrence avec les nations les plus avancées; le libre échange entre ses mains devint un engin de réveil politique aussi bien que de prospérité commerciale. Il poussa à la construction des voix ferrées, des télégraphes, transforma la flotte à voile en bateaux à vapeur, développa la marine marchande, multiplia les institutions de crédit, fit prononcer l'abolition de l'intérêt légal, et négocia à Londres et à Paris des em-

prunts considérables pour faire face aux intérêts de la cause italiennè. En un mot, de son patriotisme intelligent comme d'une baguette magique, il frappa sur le sol piémontais pour en faire jaillir des sources nouvelles de prospérité et de richesse. Il pensait que pour faire du Piémont l'avant-garde de l'Italie, il fallait tremper son courage, doubler ses forces et ses ressources.

Il avait été de ceux qui avaient poussé le vaillant et infortuné Charles Albert à marcher au secours de l'insurrection de Milan en 1848; il avait envisagé froidement la possibilité d'un revers; mais la défaite dans ces conditions était une affirmation devant l'Europe du droit des Italiens; et le sang des vaincus criait au ciel et aux hommes! Après la défaite de Novare il lutta avec sa fermeté ordinaire contre les folies révolutionnaires qui accompagnent souvent l'amertume et l'effarement des revers. Mais jamais il ne servit les terreurs et les intrigues de ceux qui se prévalent des agitations d'un peuple malheureux, pour lui ravir l'usage de sa souveraineté. Il repoussa tous les moyens d'exception, l'état de siége, les suspensions des libertés publiques; il s'opposa énergiquement à toute atteinte ouverte ou cachée à la constitution libérale.

Un politique médiocre eût cru servir son pays en lui ménageant la faveur des grands Etats par une servile imitation de leurs procédés de gouvernement. Cavour savait que le règne de la force est éphémère et il avait conçu pour son pays une plus haute ambition. Il voulait en faire un phare pour toute l'Italie au milieu de la tempête et de l'abaissement des caractères. « Allez en avant dans la voie des réformes, crie-t-il aux ministres, vous affermirez le trône; les révolutionnaires ne pourront pas le renverser. Vous réunirez autour de lui toutes les forces vives de l'Italie, et vous conduirez notre nation à l'accomplissement de ses hautes destinées. »

Il ne pouvait pas donner du coup au petit royaume de Sardaigne le rang et le prestige d'un Etat de premier ordre; mais il en fit le foyer, l'asile de la liberté; il lui ménagea cette puissance d'attraction que possèdent les pays, où la nature humaine se déploie dans sa noblesse et sa liberté; il en fit le centre et le noyau autour duquel l'Italie entière devait graviter et se constituer. Il ne se laissa pas effrayer par les progrès de la réaction en Europe : bien au contraire, à mesure que la réaction gagne du terrain, il sent la nécessité de tenir le Piémont en éveil et d'en faire, à l'aide de la liberté, un point lu-

mineux au milieu du continent que l'ombre et le sommeil envahissent.

Son alliance avec la France et l'Angleterre, dans la campagne de Crimée, fut un coup d'audace et de génie. Un esprit plus timide, plus embarrassé dans les vieilles traditions diplomatiques, eût hésité et reculé devant les attaques et les sarcasmes qui lui furent prodigués au sein du Parlement. On lui jeta à la tête le sort de la grenouille qui prétend égaler le bœuf. A ces adversaires à courte vue, il ne pouvait opposer, à la tribune, que des considérations commerciales, citer le nombre des navires sardes qui entraient dans la mer Noire, et insister sur l'intérêt qu'avait le Piémont à ne pas laisser la Russie faire de la Méditerranée un lac russe. Mais le but qu'il visait était plus cher au cœur des Italiens; il ne pouvait pas le révéler sans imprudence. S'il paraissait entrer dans une alliance où l'Autriche l'avait déjà précédé, ce n'était pas certes pour se traîner sur les traces de son ennemie; il espérait la vaincre en offrant aux puissances alliées un concours plus direct et positif; et il s'était mis en position de saisir l'occasion, pour introduire la question italienne dans les conseils de l'Europe.

Après la prise de Sébastopol la paix fut con-

clue et un congrès européen se réunit à Paris. L'Autriche ne réussit pas à fermer la porte à M. de Cavour dont l'habileté et le charme eurent de grands succès, dans les salons, comme auprès des diplomates. Les résultats du congrès furent immenses pour la cause italienne, mais ne se traduisirent pas sur l'heure en accroissement de territoire. « Je ne rapporte pas le moindre duché dans ma poche, » disait plaisamment M. de Cavour. Si l'Autriche avait obtenu, par ses menaces de sortir du congrès, que la question italienne ne fît pas l'objet des délibérations officielles, elle n'avait pas pu empêcher M. de Cavour de porter la question devant l'opinion publique. Depuis longtemps il avait rédigé toutes ses dépêches officielles dans ce but, persuadé que « les grandes transformations politiques ne s'accomplissent jamais dans l'ordre matériel avant d'avoir été préparées dans l'ordre moral, dans l'ordre des idées. »

Le comte de Buol avait été inébranlable dans les petites comme dans les grandes choses; mais il n'avait pas manqué de remarquer les manifestations de l'opinion en faveur de l'Italie; il en avait été épouvanté. Les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie n'avaient pas caché que l'état de l'Italie était intolérable. On pouvait s'en rap-

porter à la vigilance et à l'ardeur de M. de Cavour pour entretenir et seconder ce mouvement. L'oreille aux aguets et l'œil fixé sur son but, il ne laissait échapper aucun symptôme favorable. Bientôt après la dispersion du congrès, il adressait aux cabinets de Paris et de Londres, un memorandum célèbre, où il exposait les envahissements et les exigences de l'Autriche, la situation difficile du Piémont, vers lequel l'Italie tendait ses mains suppliantes; et il montrait l'orage qui montait l'horizon portant dans ses flancs la tempête et la foudre. Il dénonçait à l'indignation publique « le vieux stratagème commun à tous les oppresseurs de rendre odieux ceux qu'on dépouille; » et il protestait contre les insinuations de l'Autriche et les défiances qu'elle essayait d'éveiller auprès de tous les cabinets européens. Dans une conversation intime avec lord Clarendon il résumait dans ce dilemme la position du Piémont : « Ou se réconcilier avec l'Autriche, ou la guerre avec elle, la guerre au couteau. »

Sur ces entrefaites lord Palmerston avait repris la direction des affaires étrangères dans le cabinet de Saint-James. Plus d'une fois il est arrivé à ce ministre d'abandonner les peuples dont il avait caressé, irrité même par ses promesses

l'impatience des désirs ; à ce moment il ne convint pas à sa politique de favoriser les revendications de l'Italie. M. de Cavour ne tarda pas à s'en apercevoir ; et il se *trouva*, disait-il, *sur une pointe d'aiguille*. Il ne pouvait pas y rester longtemps ; il entra en rapports avec l'empereur Napoléon.

Messieurs, n'allons pas, dans un moment de dépit et par ressentiment contre la formation de l'empire allemand, défendre cette politique d'équilibre, vieillotte, sans souffle et sans idéal ; ne renions pas le caractère élevé de nos traditions séculaires ; toutes les fois que la France s'est trouvée au faîte de sa puissance, elle s'est préoccupée de reconstituer l'Italie. C'était la pensée de Henri IV. Pour réaliser son grand dessein, l'abaissement de la maison d'Autriche, il avait reconnu que la première entreprise à tenter, c'était d'étendre la domination de la maison de Savoie, sur les territoires possédés par l'Autriche dans la Péninsule. Cette politique fut favorisée par Richelieu et presque réalisée, sous Louis XV, par d'Argenson, dont Voltaire disait qu'il était qualifié pour être secrétaire d'Etat dans la république de Platon. Il y avait alors, comme aujourd'hui, des esprits étroits qui dénonçaient la voracité des *jeunes loups de Savoie*, et préten-

daient que l'agrandissement du Piémont menacerait notre frontière et nous obligerait à fortifier Lyon. Mais le ministre de Louis XV qualifiait ces craintes de *préjugés soufflés par la haine de l'Espagne;* il répondait que, puisqu'il faut avoir des voisins, nous avons tout intérêt à voir les petits Etats croître aux dépens des grands, et il proposait au roi la délivrance de l'Italie comme une gloire digne d'envie.

M. de Cavour n'était pas de ces étourdis qui mettent le feu aux quatre coins de l'Europe pour se tirer d'affaire; il avait la patience de l'homme ferme, résolu, qui a confiance dans son bon droit et qui n'a pas besoin de provoquer des accidents, des aventures pour mener à bonne fin ses projets longtemps mûris. Si la fortune ne vient pas nous chercher dans le sommeil, elle fuit toujours les imprudents, les capricieux qui veulent la violenter, et ne savent pas attendre que la force des choses fasse tomber dans leurs mains l'objet de leur ambition. L'Autriche se chargea du soin de calmer son impatience et de hâter le dénoûment qu'il convoitait. Fière de ses vieilles armées, renommées par leur discipline, habituée à dicter ses volontés à toute l'Italie, dont les princes étaient ses vassaux et ses protégés, elle ne put supporter plus longtemps le

spectacle de ce petit Etat, qui devenait tous les jours l'arsenal de la liberté, l'asile de tous ceux qui avaient fait le serment d'Annibal contre sa domination en Italie. Comme il arrive quelquefois aux puissants, dont l'empire commence à chanceler, elle ne résista pas à la tentation d'imposer sa volonté, sans souci de conserver, de son côté, les apparences de la légalité et les sympathies des cabinets européens. Abandonnant brusquement le terrain des traités, elle ne cache plus qu'elle organise une croisade en faveur de l'absolutisme contre l'Europe libérale et somme le Piémont d'avoir à désarmer.

A ce moment M. de Cavour se rappela qu'« il y a des positions où il y a moins de danger dans un parti audacieux que dans un excès de prudence. » Sûr de l'appui de la France, persuadé que ce grand pays n'assisterait pas l'arme au bras à l'écrasement du Piémont; calme, sans forfanterie, il remit lui-même, au printemps de 1859, à l'envoyé d'Autriche, sa réponse à l'ultimatum du cabinet de Vienne; puis il se livra tout entier aux soins de la guerre, il présida à tous les travaux, veilla à tous les approvisionnements, soufflant à toutes les administrations son ardeur infatigable et son entrain plein de bonne humeur. Lui-même il donna l'ordre d'inonder la vaste plaine qui

s'étend entre le Tessin, le Pô et la Doire; mesure hardie, préparée de longue main et qui, retardant les mouvements de l'armée ennemie, contribua pour une grande part à la défaite de Giulay.

Dans cette grande entreprise dont l'enjeu était l'honneur et l'indépendance de l'Italie, ce n'était pas trop de convoquer toutes les bonnes volontés, tous les dévouements, tous les héroïsmes. Cavour ne doutait pas que l'amour de la patrie fût assez puissant pour fondre en un seul corps toutes les oppositions de caractère et de vues, et il ne céda pas à cet exclusivisme, à cette étroitesse dont les républiques italiennes ont donné tant d'exemples dans l'histoire de leurs factions. Chez lui, il n'y a rien du sectaire et il se plaît à retrouver chez ses adversaires les inspirations du patriotisme. Quand le drapeau italien était porté à l'ennemi, il n'aurait pas voulu repousser un seul volontaire, sous prétexte de dissentiment politique; et il eût cru trahir la patrie en n'acceptant pour la défendre que des hommes de son parti, marchant sous sa bannière. Au scandale de ces médiocrités jalouses, qui ne veulent admettre le patriotisme que selon leur façon et leur formule, cet aristocrate, cet esprit si cultivé, si dégagé de préjugés, ce ministre, ce diplomate, cet homme de sens pratique, ne craignit pas d'ap-

peler à son aide ce chef de bande, ce démocrate de naissance et de principes, facile à subir l'influence de natures violentes et chimériques, incapable de se prêter aux considérations ondoyantes de la politique, cet homme qu'on a caractérisé en deux mots : « Cœur d'or et tête de buffle, » et qui plus qu'aucun autre, dans sa génération, a eu le secret d'enflammer la jeunesse et d'incarner en lui l'image de la patrie, j'ai nommé Garibaldi. Une nuit le général vint s'asseoir au chevet de Cavour ; et il accepta le rôle et le poste que le ministre lui marqua.

Plus tard, quand les circonstances mirent en contraste et en lutte leurs natures si opposées, Cavour montra sa supériorité intellectuelle en ne permettant pas à la passion, aux ressentiments qui grondaient autour de lui, de méconnaître le caractère pur et la grandeur réelle du chef des Mille. « Garibaldi est lui, ses moyens sont à lui, les autres ne feraient pas ce qu'il fait, et il ne pourrait pas faire ce que font les autres. Garibaldi est plus qu'un général, c'est un drapeau. Nous nous sommes compris un moment, et je suis sûr que si personne n'était entre nous, nous nous comprendrions encore. » Les renommées les plus pures, les plus grandes, ne sont pas celles qui sont le moins contestées, le moins assaillies par les

contemporains ; mais celles qui vont se renouvelant, se rajeunissant et reçoivent du temps leur consécration, quand les sycophantes et les insulteurs dorment oubliés dans le silence de la tombe.

Nous n'avons pas à raconter ici la campagne d'Italie. Après les victoires soudaines de Magenta et de Solférino, où le soldat, en marchant droit devant lui, répara les fautes des généraux et décida du destin des batailles, Cavour fut amèrement déçu par l'arrêt subit des opérations militaires. Il sortit de la tente du roi, rouge de colère, et sa tristesse faisait pitié à ses amis. « Cet homme a déshonoré mes cheveux blancs, » s'écriait-il en parlant de celui qui se plaisait à étonner le public par des coups de théâtre, comme ces pauvres auteurs qui n'ont pas assez médité leur sujet pour savoir comment dénouer l'intrigue. La mort dans l'âme, M. de Cavour donna sa démission, et resta quelque temps éloigné des affaires.

Mais, après le premier moment de colère et d'amertume, M. de Cavour recouvra sa sérénité ; il saisit bien vite tout ce qu'il y avait d'artificiel, d'éphémère dans l'œuvre de Villafranca ; et il prévit que de ce fouillis de contradictions, de combinaisons forcées, il surgirait bientôt des complications favorables à l'Italie. Avec l'éner-

gie et l'élasticité de son génie, il se releva de cette défaite inattendue et se reprit à surveiller les événements pour poursuivre l'accomplissement de ses desseins. « Nous avons suivi une voie, elle est coupée; nous en suivrons une autre; nous mettrons vingt ans à faire ce qui aurait pu être accompli en quelques mois. »

En attendant, il eut de tristes devoirs à accomplir. Il fallut faire accepter au parlement la cession de Nice et de la Savoie à la France. En cette circonstance, M. de Cavour fit la preuve d'un sens politique élevé et d'un sentiment moral qu'on ne trouve pas toujours chez les hommes de sa race ou de sa position. Il déclara que « les peuples, comme les individus, contractent des obligations auxquelles il est immoral de se dérober, » donnant ainsi un démenti éclatant à ces théories commodes qui réduisent la morale des nations au sentiment de leur intérêt. Trop dédaigneux de la popularité grossière pour songer à esquiver la responsabilité de ce traité en restant à l'écart, il porta devant les chambres tout le poids de la discussion, et trouvant un mot gracieux pour répondre à ceux qui l'accusaient d'avoir vendu deux perles de la couronne, il s'écria qu'il les avait échangées contre cinq diamants. Il écouta sans perdre son sang-froid les

reproches virulents de Garibaldi, auquel il répliqua avec fermeté, sans mêler à sa discussion aucune amertume, respectant dans ses emportements la douleur de ce fils de l'Italie!

Depuis Villafranca, l'Italie était sur un volcan; toutes les ambitions, toutes les espérances de ce peuple avaient été surexcitées; il fallait bien de l'illusion pour ne pas prévoir des explosions, car le feu couvait sous la cendre, et les récriminations révolutionnaires avaient franc jeu.

Avec l'instinct de conservation qui n'abandonne jamais les peuples jaloux de vivre, les Italiens sentaient que l'Italie n'était pas faite; qu'elle n'était encore qu'un souhait, qu'une prétention, tant que les canons de l'Autriche étaient braqués sur le Mincio et que la France occupait Rome. De là des intempérances de langage et des projets insensés qui se discutaient à haute voix. Un ministre moins habile, moins résolu, diminué par les déceptions de la campagne et le prix élevé auquel il avait fallu payer des succès incomplets, aurait succombé dans cette situation tragique. M. de Cavour ne se borna pas à blâmer le parti de l'action, à critiquer ses violences de langage, la légèreté avec laquelle il poussait à des entreprises belliqueuses; il ne s'enferma pas dans une attitude négative,

dans une résistance obstinée; il sut oser et agir; il ne se borna pas à retenir sur place le coursier blanc d'écume, frappant la terre de son pied retentissant; s'il garda les rênes, il sut le lancer à propos. Il n'était pas de ces rêveurs qui sont de feu pour concevoir un dessein et qui sont sans énergie pour l'exécuter : il n'a jamais mérité les reproches dont lady Macbeth poursuivait son trop faible mari :

« Etait-elle donc ivre, cette espérance dont vous vous faisiez joie? A-t-elle dormi depuis? et se réveille-t-elle maintenant avec un visage vert et pâle de crainte, en face du désir qu'elle embrassait si librement? Crains-tu d'être dans l'action et dans l'exécution courageux comme tu l'es dans le désir? tu voudrais avoir ce que tu estimes comme l'ornement de ta vie et cependant vivre comme un lâche devant la chose que tu estimes, laissant le « je n'ose pas » accompagner le « je voudrais » comme le pauvre chat de l'adage? (1) »

M. de Cavour n'était pas de ces hommes d'imagination qui dans le silence caressent une idée, sont de flamme pour elle, mais trébuchen quand il faut la présenter sur la scène du monde

(1) Shakespeare, *Macbeth*, acte I, scène VII.

et lui mettre la couronne au front. Esprit net, lucide, ayant toujours la mesure du réel, du possible, il savait agir; et il ne perdait pas l'occasion favorable, pour méditer une attitude ou formuler une théorie. Confiant dans la fermeté de son coup d'œil, dans la puissance de sa main, il ne craignait pas de se jeter dans la mêlée, certain d'y remporter le prix de sa noble ambition.

Il n'est plus permis de croire qu'il ignora l'entreprise audacieuse de Garibaldi et des Mille, et qu'il ne la favorisa pas. Mais dès que la royauté de Naples se fut effondrée dans la honte et le mépris, Cavour ne laissa pas aux folies révolutionnaires le temps de faire explosion et à l'Europe d'intervenir; il se jeta résolûment à travers les Etats de l'Eglise et mena Victor-Emmanuel au-devant de Garibaldi, afin de prévenir l'anarchie et les fureurs des factions. « Si nous ne nous étions pas portés sur le Volturne, la monarchie était perdue, » le mouvement passait en d'autres mains, et c'eût été la chimère qui l'aurait conduit. Il avait conçu le plan d'anéantir d'un coup l'armée des croisés pontificaux, d'incorporer le Sud et d'achever l'unité de la patrie; il l'exécuta avec entrain. Heureux de son succès, il en réclama fièrement la responsabilité dans une dépêche à Berlin : « Nous n'avons

rien à cacher, rien à nier; nous sommes l'Italie; nous agissons en son nom; mais nous sommes aussi les modérateurs du mouvement national, les représentants du principe monarchique. »

Cavour, hélas! ne devait pas voir l'achèvement de son œuvre, il succomba à la tâche : forcé de se multiplier, de contenir les patriotes exaltés et de répondre aux reproches amers des puissances, de mener les affaires intérieures et de surveiller l'échiquier européen pour démentir les calomnies et conserver des alliances; suivant de son regard profond les menées de l'Autriche, et attentif aux anathèmes que Rome lançait contre le nouveau royaume; ne voulant jamais supprimer les difficultés en concentrant dans une dictature tous les pouvoirs, jaloux d'initier ce peuple longtemps asservi, et ami des mols loisirs, au gouvernement constitutionnel; malgré une santé admirable, il ne put résister à ces exigences; épuisé de fatigue, il perdit le sommeil et mourut, victime de son dévouement à la patrie. Mais sa mort servit encore ses desseins et les consacra. Le gouvernement impérial, qui ne pouvait pas lui pardonner de n'avoir pas pris toujours le mot d'ordre à Paris, entraîné dans un élan de sympathie pour ce peuple qui perdait avant l'heure son premier citoyen, vou-

lui donner une preuve de la part qu'il prenait à ce deuil public ; et sur la tombe du ministre piémontais il apporta, comme une couronne funéraire, la reconnaissance solennelle du royaume d'Italie !

Si la marque du héros, selon le vieil Homère, c'est de sauver la patrie, M. de Cavour a mérité ce titre, car il a plus fait que de la sauver, il l'a ressuscitée.

VI.

LE RÉFORMATEUR.

Nous ne pouvons pas quitter M. de Cavour sans raconter comment il comprenait dans les sociétés modernes les rapports de l'Etat avec l'Eglise ; il y aurait de l'affectation à passer sous silence cette parole célèbre : « *l'Eglise libre dans l'Etat libre.* »

C'est la faiblesse de notre pays de ne jamais vouloir aborder les problèmes de demain, et de dénoncer comme des utopistes dangereux ceux qui posent les questions, qui

signalent les difficultés et les problèmes. Cette politique timorée se figure supprimer le danger à la façon de l'autruche, en fermant les yeux; mais qu'arrive-t-il? Un jour, après une période de torpeur plus ou moins longue, les idées, les questions qu'on n'avait pas voulu discuter, examiner, fondent sur nous comme un torrent; on n'est pas préparé à les accueillir, on ne leur a pas fait leur lit, on n'a pas le temps de ménager les transitions; et au lieu d'un progrès sérieux, lent, qui établirait un ordre de choses durable, on a le trouble et les violences révolutionnaires.

Si l'animal subit sa destinée sans comprendre de quoi il s'agit et ce qui se prépare pour lui, il appartient à l'homme de prévoir, d'observer la marche des événements et de surprendre dans l'histoire du passé les germes, les linéaments des transformations qui s'accompliront au sein des sociétés qu'il est appelé à modérer, à gouverner. Considérée au point de vue historique, la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat est déjà tranchée.

Dans l'antiquité païenne, il y a confusion, assimilation complète entre l'Etat et l'Eglise: dans la même personne se trouvent concentrées les fonctions de magistrat et de prêtre. La religion

est une dépendance de la cité; et c'est manquer de patriotisme que de refuser son encens aux dieux nationaux.

Quand le christianisme paraît, il y a pendant quelque temps distinction, opposition; et c'est l'ère la plus florissante du christianisme, l'âge classique, l'âge héroïque. Mais, après la conversion de Constantin, l'Eglise chrétienne, endormie sous la pourpre dont la couvre l'empereur, est rattachée à l'Etat et perd son indépendance. Le paganisme envahit l'Eglise. Depuis lors, les rapports de l'Eglise et de l'Etat forment une longue suite de conflits plus ou moins tragiques : tantôt l'Etat domine l'Eglise, étouffe son indépendance, sa spontanéité; tantôt l'Eglise s'empare du sceptre et commande au bras séculier de frapper tous ceux qui se permettent de penser par eux-mêmes.

Le caractère de la civilisation moderne, c'est la distinction et la séparation des fonctions de la société humaine et des organes qui les accomplissent. Pour obtenir de bon ouvrage, il importe de ne pas confier tout aux mêmes mains. Le principe de la division du travail est devenu un axiome incontestable. De plus l'expérience a montré que l'Etat n'était pas bien qualifié pour être un bon négociant, un bon industriel, pour

produire à bon marché et en grande quantité; et l'on se demande aujourd'hui s'il possède toutes les conditions pour découvrir la vérité religieuse et servir sa propagation, et s'il ne devrait pas se borner à ses fonctions naturelles, le maintien du bon ordre, la protection des personnes et des propriétés, le respect des droits de chacun. On ne peut pas se dissimuler que le mouvement de la civilisation entraîne les peuples modernes vers la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Phénomène curieux! Deux classes de personnes font opposition à cette solution : d'une part, ceux qui veulent assurer à l'Etat la domination sur tous les intérêts et toutes les volontés, et qui pensent à se saisir de l'Eglise comme d'un instrument tout façonné, pour établir leur empire; ceux qui sont en train d'élever une nouvelle idole en face du despotisme spirituel; et d'autre part, ceux qui prétendent rétablir la théocratie et forcer les peuples et les empereurs à graviter autour de l'Eglise, comme la lune autour du soleil.

Cavour nous apparaît encore, dans ce débat confus, comme le vrai type du ministre libéral, supérieur à tous les affolements qui s'emparent parfois de certains professeurs de libéralisme. En butte de bonne heure à la malveillance du

clergé, parce qu'il avait soutenu les lois qui mettaient fin aux priviléges du sacerdoce, qui établissaient le mariage civil, abolissaient les tribunaux d'exception, retiraient aux églises et aux couvents le droit d'asile, et substituaient le régime du droit commun au système des exemptions et des prérogatives; il ne se laissa jamais emporter, dans l'entraînement de la lutte, à combattre l'intolérance par l'intolérance. Quand la famille royale fut visitée par la mort, et que le roi, retiré dans son palais, pleurait sa femme et sa mère, les prêtres, prompts à profiter de l'affaissement de la douleur pour réveiller les terreurs de l'imagination, murmurèrent à son oreille que Dieu le châtiait sévèrement à cause de la politique impie de son ministère; et l'archevêque de Turin conseilla, dans l'intérêt du pays et de la maison royale, le renvoi de M. de Cavour. L'affligé eut un moment de faiblesse; mais le comte d'Azeglio le ramena à des sentiments plus dignes d'un roi : « La Sardaigne souffrira tout, sauf d'être ramenée sous le joug des prêtres. De pareilles intrigues ont amené la chute de Jacques Stuart, de Charles X. Croyez-m'en, ce n'est pas une question de religion, mais d'intérêt. »

M. de Cavour, il est vrai, avait donné les

mains à la fermeture de certains établissements monastiques; mais il avait respecté et défendu tous les ordres qui se vouaient à la prédication, à l'enseignement, à l'assistance des malades et des pauvres. Seulement il avait signalé comme une contradiction qu'on ne pouvait pas laisser subsister, l'existence et la protection d'ordres qui identifiaient la sainteté avec l'oisiveté, qui tenaient en honneur la pauvreté, tandis que l'Etat faisait arrêter pour délit de vagabondage le pauvre qui mendie, et prenait toutes les mesures possibles pour développer et honorer le travail.

Prêt à rendre hommage aux ordres qui, au Moyen âge, avaient défriché les terres, favorisé l'agriculture et l'industrie, il était contraire à l'*incamération* des biens du clergé. Il rappelait que le clergé français de l'ancien régime était très-national et très-indépendant; et il attribuait en partie ces vertus à sa position de propriétaire, qui le mettait en rapport direct avec la population et l'intéressait à la prospérité du pays. Il était jaloux de conserver au clergé son indépendance dans ses rapports avec l'Etat et ne voulait pas l'abaisser, comme le clergé russe, à n'être qu'un corps de fonctionnaires. Mais il avait trop étudié les lois économiques qui président à la richesse d'une nation, pour ne pas

surveiller de très-près les biens de main-morte.

Il maintenait que la propriété collective, la propriété d'un être moral qui ne meurt pas, ne peut pas avoir les mêmes priviléges que la propriété individuelle, soumise à tous les accidents de volontés diverses et changeantes. Il n'admettait pas que le droit de propriété pût s'étendre indéfiniment au delà du tombeau, de sorte qu'un homme pût léguer, pour l'éternité, à une corporation, qui ne passera pas, la propriété dont il dispose au moment de sa mort. Ce système, appliqué avec la rigueur de la logique, livrerait la terre aux morts qui, par avance, en auraient exproprié les générations futures. Si les testaments des païens étaient respectés et avaient force de loi, ce seraient les fondations, au profit des œuvres et du sacerdoce du paganisme, qui détiendraient toute la terre. Les intérêts sociaux et économiques sont lésés par des testaments qui transmettent la propriété au delà d'une ou deux générations, et qui légifèrent pour l'éternité les conditions d'usufruit.

Mais, ce problème économique réglé par une législation prévoyante, il n'avait aucun désir de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Eglise, dans la nomination de ses dignitaires, aux divers degrés de la hiérarchie ; il raillait finement ces

libéraux féroces, qui prétendent exercer une surveillance sur l'enseignement des séminaires ; il leur demandait avec *humour* s'ils allaient se transformer en concile, pour prononcer sur l'orthodoxie de la doctrine ou de la discipline. Pour dénouer toutes les difficultés que les concordats suscitent au détriment de la paix générale, il proposait son grand spécifique, *la liberté sous le régime du droit commun*. Plus conséquent et plus ferme dans sa pratique de la liberté que ceux qui, après l'avoir revendiquée avec fureur, prétendent en priver l'Eglise, dès qu'ils arrivent au pouvoir, il les invitait à une intelligence plus sincère du régime libéral ; et il leur apprenait qu'il faut supporter et accepter les fruits amers de la liberté, si l'on ne veut pas déraciner l'arbre. Il n'admettait pas d'ailleurs, qu'il y eût péril et que la liberté n'eût pas assez de puissance pour veiller elle-même à sa défense, pour susciter des dévouements ou pour assurer sa durée et son triomphe. « Si le parti clérical, soutenu par le despotisme, n'a pas pu étouffer la liberté de penser, vaincre dans le passé, comment aujourd'hui pourrait-il nous replonger dans le royaume des ténèbres, avec quelques cours faits dans les séminaires ? Quand nous avons la presse, l'enseignement de la parole et que les idées libérales sont

6

implantées dans la nation, comment pourrions-nous être inquiets sur le triomphe définitif? » Il ne voulait combattre l'intolérance cléricale qu'en donnant la liberté au clergé.

C'était une grande nouveauté dans l'histoire du monde que d'appliquer le principe de la liberté aux relations de l'Eglise et de l'Etat, et Cavour mettait sa gloire à le faire triompher!

Voilà dans quels sentiments le trouva la question de Rome. M. de Cavour n'est pas de l'école de ces hommes d'Etat qui se drapent dans leur impopularité, qui se font gloire de ne pas connaître les émotions, les inquiétudes, le patriotisme, la foule : il a le cœur italien, et son cœur bat à l'unisson de tout le peuple. Il n'y a pas de grand ministre, de ministre libéral, sans ce pouvoir de ressentir les émotions de la masse. Si les qualités de réflexion, de critique, tuent l'inspiration et l'instinct des simples, vous pouvez avoir des intelligences raffinées, d'habiles raisonneurs, d'éloquents metteurs en œuvre, vous n'aurez jamais le grand cœur de l'homme de bien, ni le coup d'œil de l'aigle. La revendication de Rome par les Italiens peut amasser bien des colères et des malédictions sur le nouveau royaume, n'importe! Cavour ne trahira pas les aspirations

de la nation. « L'étoile de l'Italie, c'est Rome. Voilà notre étoile polaire; il faut que la cité éternelle sur laquelle vingt-cinq siècles ont accumulé toutes les gloires soit la capitale de l'Italie. »

A ces théoriciens imprudents qui veulent mettre la main sur Rome, au nom de la Catholicité, M. de Cavour rappelait que le droit public est changé, qu'on ne dispose pas du sort d'un peuple sans son aveu, que tous les gouvernements civilisés ont pour base le consentement des populations et que les Romains devaient être entendus. Autour de lui, dans sa famille, ceux qui étaient familiers avec l'histoire sainte, rappelaient que le prophète Samuel, établi par Dieu juge, chef de la nation, avait cédé le pouvoir royal au fils d'un bouvier, quand la volonté du peuple s'était prononcée. Et, quand il entendait soutenir que les vœux d'une population devaient être méconnus, que son indépendance pouvait être foulée aux pieds, pour la sécurité de la chrétienté, il répliquait avec une indignation vraiment chrétienne : « Ils ne peuvent pas être disciples de Celui qui donna sa vie pour l'humanité, ces hommes qui veulent sacrifier une nation entière, la condamner à un perpétuel martyre, pour maintenir le pouvoir temporel de celui qui précisément représente le Christ sur la

terre. » Avec un bon sens irrésistible, il montrait que le pouvoir temporel ne peut être une garantie d'indépendance, que lorsqu'il fournit à qui l'exerce des armes et de l'argent, mais lorsqu'il force à mendier auprès des autres puissances ces armes et cet argent, il n'est plus qu'une cause de dépendance absolue.

Si la grandeur et la sécurité de l'Etat moderne reposent sur le principe de la séparation des pouvoirs, si l'expérience établit que cette distinction est la condition de la liberté, que penser de cette concentration de tous les pouvoirs civils et religieux entre les mains d'un seul homme? L'histoire prouve qu'ils se nuisent l'un à l'autre et ne produisent que le mécontentement, l'irréligion et la décadence. Partout où l'autorité civile et l'autorité religieuse ont été unies, confondues, soit qu'une caste sacerdotale ait saisi l'autorité temporelle ou qu'un sultan se soit emparé du pouvoir spirituel, la civilisation a cessé d'avancer; et à Rome, comme à Constantinople, tous les essais de réforme ont échoué pour le même motif. L'infaillibilité se prête mal aux tâtonnements, aux progrès constants d'un gouvernement temporel. Quelques mois avant sa mort, le comte de Montalembert écrivait que l'Espagne avait expié durement l'alliance funeste du

despotisme monarchique et de l'absolutisme religieux, que Charles-Quint et Philippe II avaient organisée.

En échange de ce pouvoir temporel précaire, source de tant de conflits et de reproches sanglants, Cavour offrait à la cour de Rome la liberté de l'Eglise. « Saint-Père, disait-il, du haut de la tribune de Turin, le pouvoir temporel n'est plus une garantie de votre indépendance; renoncez-y et nous vous donnerons cette liberté que depuis trois siècles vous demandez en vain à toutes les grandes puissances catholiques. ». En effet, le grand ministre italien proposait au pape la fin des Concordats, œuvre de ruse et de compromis, occasion constante de procès et de récriminations. Il offrait à l'Eglise de renoncer, au nom de l'Etat, à tous ces appels d'abus, à ces autorisations pour la publication des bulles, si odieuses à la pourpre romaine; et il se flattait que les apôtres ardents de la papauté qui, en 1831, demandaient le régime de droit commun, accepteraient avec joie une solution qui renvoyait aux vieux arsenaux ces armes féodales, forgées par les juristes du moyen âge, au profit des souverains, pour repousser les empiétements de l'Eglise. On aurait pu croire que ce traité de paix serait accepté par la cour de Rome, quand on se rap-

pelle cette allocution du Saint-Père, il y a quelques mois, à une députation américaine, dans laquelle il déclare que l'Amérique est le seul pays où il est vraiment pape; car dans tous les royaumes d'Europe ses actes sont contrôlés ou contredits par le pouvoir civil, tandis qu'en Amérique ses bulles et tous les documents pontificaux sont publiés et circulent sans crainte que le gouvernement y mette opposition.

Dans ces matières délicates qui touchent à la conscience, Cavour apportait un esprit de tempérament et une fertilité de moyens admirable. Sachant que les grandes réformes échouent souvent devant la conjuration des intérêts particuliers, il s'était appliqué à les désarmer et à assurer le respect de tous les droits acquis. Il y a dans ses discours, sur cette question, une ampleur de vues, une élévation de pensées, des perspectives si sereines, qu'on se demande involontairement, si c'est un homme d'Etat qui parle ou un prophète, un voyant qui salue à l'horizon un monde nouveau !

Il attaqua la cour de Rome et l'Eglise par les considérations qui leur doivent tenir le plus au cœur, le triomphe de la religion. Il rappela avec une éloquence poignante, qui réveille des échos chez tous les écrivains et les poëtes de

l'Italie, combien ce mélange du pouvoir temporel avec le pouvoir spirituel a compromis, discrédité, au sein de ce peuple, le prestige et la puissance de la religion, tandis que dans tous les pays où la séparation est accomplie plus ou moins, où la liberté règne, les idées religieuses ont repris de l'empire sur les âmes. Pour compléter son argumentation, il compara la génération de 93, qui avait grandi dans une société où le pouvoir séculier était le soutien du pouvoir ecclésiastique, à la génération de 48 qui s'est montrée si respectueuse pour le clergé et la religion, parce qu'elle sortait d'une société où le pouvoir ecclésiastique avait été soigneusement distingué du pouvoir civil. A ces exemples il aurait pu joindre l'Amérique, où le système est appliqué dans toute sa rigueur et où la vie religieuse est plus intense que dans les pays théocratiques.

Cavour se flattait que la suppression du pouvoir temporel délivrerait l'Europe pour jamais de ces menaces de coaction, de contrainte, d'inquisition, qu'on redoute toujours d'une société religieuse, qui s'appuie sur le bras séculier; et que le règne de la liberté de conscience ne serait plus en péril. En effet, l'Eglise rentrée dans le droit commun et ne pouvant se développer

que dans un milieu, où la liberté d'association est garantie par les lois, devient un boulevard de la liberté, sans laquelle elle ne pourrait pas vivre.

Dans les Etats où la séparation des cultes est un fait accompli, entré dans les mœurs, la concurrence des Eglises n'a plus le même caractère de passion et de défiance; ce ne sont plus des priviléges que les Eglises se disputent et que les moins favorisées envient; le prix de la lutte est plus élevé, c'est l'empire sur les âmes, sur la volonté, et il ne peut être décerné qu'au plus digne ! Les compétitions se calment, parce qu'elles n'ont plus un but aussi terrestre, et que leur ardeur est purifiée des éléments les plus passionnés, les plus irritants.

Il ne fut pas donné à Cavour de signer du haut du Capitole ce traité de paix, qui devait avoir, selon lui, pour l'avenir des sociétés humaines des conséquences plus grandes que la paix de Westphalie; et il n'eut pas la joie de recevoir, pour la fête de Pâques de l'année 1861, ce rameau d'olivier qu'il attendait comme un symbole de la réconciliation de l'Italie et de la papauté. Quelques mois après, il mourait en répétant à ce prêtre de grand cœur, qui, malgré les foudres de l'Eglise, était venu l'assister au mo-

ment suprême : « Frère, frère, l'Eglise libre dans l'Etat libre. »

Cette question des rapports de la société religieuse et de la société civile est un des problèmes de notre temps. Hier, au delà du détroit, un des orateurs les plus populaires de l'Angleterre le signalait à l'attention d'un énorme meeting; il est vain de le fuir, force nous sera bien de le résoudre. Cavour nous a indiqué la solution et l'esprit dans lequel elle doit être poursuivie : « L'Eglise libre dans l'Etat libre. » Mais quand le moment sera venu, souvenons-nous, Messieurs, que la haine est stérile, qu'elle ne fonde rien. Apportons à l'application du principe tous les égards, tous les tempéraments que la justice et la vérité inspirent à ceux qui parlent ou agissent en leur nom. N'oublions pas que l'Eglise, au jour où la force brutale couvrait le monde de sang et de ruines, a représenté l'équité, le droit, a répandu les lumières, l'instruction, et a protégé quelquefois les petits contre le despotisme des grands. Souvenons-nous qu'elle est femme, et qu'avec elle la violence est une sottise et une ingratitude, comme envers notre mère. Mais soyons persuadés que la religion a tout à gagner à reprendre son vol vers des régions plus éthérées, d'où elle laissera tomber sur la terre

aride, desséchée par le vent froid de l'orgueil, de l'amour du pouvoir, des paroles d'amour et d'espérance qui nous rajeuniront.

Milton, ce chantre immortel du Paradis perdu, protestait de son temps contre l'idée de comparer l'Eglise à une vigne, si l'on voulait exprimer par cette image qu'elle a besoin, pour se tenir debout, de s'attacher comme à un orme, à la force, à la félicité du monde, comme si la cité céleste ne peut pas subsister sans les échalas et les arcs-boutants du pouvoir séculier!

Le poëte anglais a raison. La religion plonge ses racines dans les entrailles de l'humanité; elle n'a besoin que du soleil du bon Dieu pour croître et grandir; et quand elle n'aurait plus qu'une chambre haute pour tenir ses assemblées et une croix de bois pour étendard, elle aurait encore de quoi conquérir le monde!

Mais il faut se garder de penser que la séparation de l'Eglise et de l'Etat soit une panacée à tous les maux, et que la vigilance individuelle devienne alors superflue. Libres du contrôle de l'Etat, les sociétés religieuses, qui se constitueront, pourront être des foyers de superstition et d'esprit sectaire; il pourra se trouver qu'il y ait dans la nation, derrière les barrières mobiles de ces petites sociétés, des parties du sol restées en

friche, incultes. Ce sera aux sociétés plus éclairées, plus chrétiennes, d'exercer leur attraction par le rayonnement et de créer une atmosphère morale et religieuse, si lumineuse, si chaude que toutes les ténèbres et les préventions y seront fondues et transformées par l'action irrésistible de la supériorité spirituelle!

VII.

Messieurs, nous ne pouvons pas quitter ce grand patriote, ce ministre libéral, sans nous demander en terminant pourquoi il a réussi.

M. de Cavour ne s'est pas contenté des mots, il a voulu les choses, la réalité; il n'a pas aimé la liberté en dilettante pour en faire l'ornement d'un discours disert, il l'a pratiquée comme la forte discipline des âmes. Voulez-vous savoir le secret de son succès? Il a inspiré confiance à l'Europe comme à son peuple; il s'est attaché à démentir les calomnies, les sinistres prédictions qu'on répandait contre lui et contre son œuvre;

il a donné la preuve qu'il n'était ni un utopiste ni un violent; il a ménagé à sa cause le prestige, la puissance de la *modération*.

La modération! grande vertu, sans laquelle il n'y a pas de peuples libres. Mais je n'appelle pas modération cette médiocrité sans idées et sans élan, qui voudrait condamner le monde à son allure de tortue, qui enfermée dans l'étroitesse de ses préjugés, réserve toute son énergie pour condamner tout ce qui la dépasse, tout ce qui la gêne, et pour résister à toute espèce de sacrifice. Je n'appelle pas dompté, maîtrisé le cheval poussif qui ne peut pas avancer. La modération n'est une vertu que lorsqu'elle est une victoire sur des passions, des désirs, des ardeurs, des entraînements qu'elle refrène, qu'elle soumet au contrôle de l'expérience.

Et savez-vous pourquoi cette vertu est si rare sur cette terre de France? Certes ce peuple ne manque pas de cœur; il est doux, il est bon, facile à manier, plein de sentiments nobles, généreux; mais il est ignorant, il manque d'idées nettes, de principes solides; et, au lieu de se soumettre à un apprentissage patient des devoirs, des obligations de la liberté, il fait l'école buissonnière. Parti dans un noble élan, il s'amuse en route, il entre en conversation avec les oi-

seaux qui babillent dans la haie; il s'oublie, comme le petit chaperon rouge, à cueillir des fleurs, à se tresser une couronne, et quand il arrive au logis, il y trouve le loup, qui l'a gagné de vitesse et qui se jette sur lui!

Ce n'est pas assez d'avoir l'amour de la liberté, il faut avoir l'intelligence de ses conditions. Alors nous ne serons pas irrités des difficultés que nous rencontrerons, nous n'entrerons pas en fureur au moindre dissentiment, nous ne risquerons pas de tout compromettre par des coups de tête, ou des obstinations de fanatiques, et nous ne crierons pas, comme ces joueurs malheureux : Tout ou rien. » Nous n'imiterons pas ce bon père de famille qui rapporte à ses enfants un tambour et une trompette et leur dit : « Amusez-vous bien, mais ne faites pas de bruit. » Nous comprendrons que la liberté ne s'exerce pas sans bruit, sans discussion, sans contradiction, sans lutte et sans effort. Nous nous persuaderons que la liberté n'est pas un Eden, où l'on pénètre par surprise, pour s'y endormir le lendemain dans des loisirs charmants. Nous nous rappellerons que les gouvernements libres ne sont pas une tente pour le sommeil; et que leur durée, leur grandeur est compromise, le jour où les citoyens, lassés de leur responsabilité, se reposent sur

une armée de fonctionnaires du soin des affaires publiques. Alors, quelle que soit l'étiquette du gouvernement, le maître, c'est le despotisme des bureaux, des administrations, qui survit à toutes les révolutions.

Mais qu'on ne nous oppose pas nos faiblesses et nos erreurs pour nous laisser languir dans une vaine attente. M. de Cavour n'a pas dit aux Italiens : « Vous n'avez pas la tradition, l'expérience de la liberté ; quand vous aurez fait votre éducation, je vous octroierai ce bien enviable ; en attendant, il faut penser, agir, vouloir pour vous. » Non, avec ce régime, l'heure de la majorité ne sonne jamais. Il a soumis l'Italie à une hygiène vraiment libérale ; il l'a excitée, réveillée ; il lui a communiqué un enthousiasme viril en lui montrant l'idéal des peuples modernes et il l'a entraînée ! C'est ce que nous demandons à ceux qui prétendent à l'honneur de nous diriger. On ne prend pas un pilote pour vous arrêter devant l'écueil, mais pour trouver la passe et la franchir.

Quant à ceux que les périls et les misères de la liberté effrayent et dégoûtent, qui ne savent pas détourner les regards des erreurs ou des crimes de la liberté, et dont l'érudition assombrie crée toujours des motifs pour reculer, nous

les renvoyons à cet apologue de l'historien anglais Macaulay :

« L'Arioste raconte l'histoire d'une fée qui, par une loi mystérieuse de sa nature, était condamnée à paraître en certaines saisons sous la forme d'un hideux et venimeux serpent. Ceux qui la maltraitaient pendant la période de son déguisement étaient à jamais exclus des bienfaits qu'elle prodiguait aux hommes ; mais pour ceux qui, en dépit de son aspect repoussant, avaient pitié d'elle et la protégeaient, elle se révélait plus tard à leurs yeux sous la belle et céleste forme qui lui était naturelle, accompagnant leurs pas, exauçant leurs désirs, remplissant leurs maisons de richesses, les rendant heureux dans l'amour et victorieux dans la guerre. Telle est cette déesse qu'on nomme la liberté. Parfois elle prend la forme d'un odieux reptile, elle rampe, elle siffle, elle mord. Mais, malheur à ceux qui, saisis de dégoût, essayeront de l'écraser ! Et heureux les hommes qui, ayant osé la recevoir sous la forme effrayante et dégradée, seront enfin récompensés par elle au temps de sa beauté et de sa gloire ! »

Messieurs, nous voulons être de ces heureux ; car si un jour, il est permis à la liberté d'organiser ce pays et de répéter, comme la puissance

créatrice : « Que la lumière soit! » la France se lèvera, au milieu du chaos des sociétés vieillies, comme une aube radieuse au sein des mers! (1).

(1) Liberty said :
Let there be light, and like a sunrise on the sea
Athens arose.
(SHELLEY.)





Paris. — Typ. de Ch. Meyrueis, 13, rue Cujas. — 1875.

6810. — Paris. Typ. de Ch. Meyrueis, 13, rue Cujas. — 1875